

TESTO UFFICIALE  
TEXTE OFFICIEL

PARTE PRIMA

LEGGI E REGOLAMENTI

PREMIÈRE PARTIE

LOIS ET RÈGLEMENTS

*Publication de la version française de la loi régionale mentionnée ci-dessous, sans préjudice de l'entrée en vigueur et de tout autre effet découlant de la publication de la loi en question au B.O. n° 57 du 27 décembre 2023.*

**Loi régionale n° 28 du 21 décembre 2023,**

**portant dispositions en matière de réglementation et de gestion de la taxe automobile régionale.**

Art. 1<sup>er</sup>  
(Objet et finalités)

1. En application du décret législatif n° 13 du 28 janvier 2008 (Dispositions d'application du Statut spécial pour la Région Vallée d'Aoste en matière de réglementation technique des véhicules et de taxes automobiles) et aux termes du deuxième alinéa de l'art. 5 du décret législatif n° 184 du 20 novembre 2017 (Dispositions d'application du Statut spécial pour la Vallée d'Aoste en matière de coordination et de liaison entre les finances de l'État et les finances de la Région), la Région réglemente et gère la taxe automobile régionale, compte tenu des marges de manœuvre prévues par les dispositions étatiques en vigueur.

Art. 2  
(Tarif de la taxe automobile)

1. La taxe automobile s'applique suivant le tarif unique national en vigueur, sans préjudice des dispositions de la présente loi.
2. Le montant de la taxe automobile ne peut être arrondi.
3. La taxe automobile est due pour chaque année solaire ; le montant est fixe et ne peut être remboursé sauf en cas de double paiement et de paiement excédant le montant dû ou relatif à une catégorie de véhicule erronée, à condition que la somme à rembourser dépasse le seuil établi par les dispositions régionales en vigueur.
4. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, le tarif de la taxe pour les plaques de garage est fixé comme suit :
  - a) 180 euros pour les véhicules automobiles ;
  - b) 30 euros pour les motocyclettes et les cyclomoteurs.
5. En ce qui concerne les véhicules taxés en fonction de la charge et dont la masse totale ne dépasse pas les six tonnes, la taxe automobile est versée en une seule fois, au titre d'une durée fixe d'un an qui court à compter du 1<sup>er</sup> février, du 1<sup>er</sup> juin ou du 1<sup>er</sup> octobre.
6. Pour les véhicules visés au cinquième alinéa, le premier paiement de la taxe automobile après l'immatriculation ou après la fin d'un régime d'exonération est effectué au titre d'une période supérieure à huit mois allant du mois d'immatriculation ou de fin de l'exonération jusqu'à la première échéance utile suivante, correspondant à la fin du mois de mai, de septembre ou de janvier.
7. L'immobilisation à caractère administratif d'un véhicule prononcée au sens de l'art. 86 du décret du président de la République n° 602 du 29 septembre 1973 (Dispositions en matière de recouvrement des impôts sur le revenu) n'entraîne pas d'exonération du paiement de la taxe automobile.
8. Au plus tard le 10 novembre de chaque année, la Région a la faculté d'établir, par une loi régionale, le nouveau tarif de la taxe automobile, compris entre 90 et 110 p. 100 des montants en vigueur au sens du premier alinéa, à appliquer à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante et au titre des périodes fixes postérieures à ladite date. Au cas où la Région n'exercerait pas la faculté en cause, le tarif en vigueur est considéré comme reconduit.

### Art. 3

#### (Archives régionales de la taxe automobile)

1. Les archives régionales de la taxe automobile, ci-après dénommées « archives », sont constituées de la liste des véhicules et des remorques appartenant aux personnes physiques et morales qui résident en Vallée d'Aoste ou bien utilisés par celles-ci à titre de location financière ou de location longue durée.
2. Les archives indiquent, pour chaque véhicule, les informations suivantes :
  - a) Les données techniques nécessaires aux fins de la détermination des caractéristiques de la taxe et, notamment, du montant, de l'échéance, de la durée, ainsi que des éventuelles réductions et exonérations ;
  - b) L'identification précise du contribuable tenu de payer de la taxe ;
  - c) Les attestations de notification des actes d'imposition pris par la Région ;
  - d) Les versements effectués par ledit contribuable.
3. Le Gouvernement régional peut confier à un organisme tiers, sélectionné par marché public, la tenue et l'actualisation des archives suivant des modalités qui seront définies par une convention prévoyant, entre autres, la constitution de garanties appropriées.
4. Conformément aux fins visées à l'art. 51 du décret-loi n° 124 du 26 octobre 2019 (Dispositions urgentes en matière fiscale et pour des exigences inajournables), converti en loi, avec modifications, par l'art. 1<sup>er</sup> de la loi n° 157 du 29 décembre 2019, les activités de tenue, d'actualisation et de contrôle des archives peuvent être exercées par la Région en collaboration avec le gestionnaire du registre public des véhicules automobiles (*Pubblico registro automobilistico – PRA*), sur passation d'un accord ad hoc.
5. Le texte de l'accord visé au quatrième alinéa est adopté par le Gouvernement régional dans le cadre des accords entre administrations publiques visés à l'art. 19 de la loi régionale n° 19 du 6 août 2007 (Nouvelles dispositions en matière de procédure administrative et de droit d'accès aux documents administratifs). L'accord peut concerner :
  - a) La tenue des archives et l'intégration de celles-ci avec le système d'information du *PRA* visé au deuxième alinéa bis de l'art. 51 du décret-loi n° 124/2019 ;
  - b) L'assistance aux contribuables et l'activité d'instruction des instances, des requêtes et des autres communications de ceux-ci ;
  - c) La coopération en vue de la lutte contre l'évasion fiscale en matière de taxes sur les véhicules.
6. L'organisme tiers mandaté à l'effet de tenir les archives peut être connecté par voie télématique à ceux-ci.

### Art. 4

#### (Modalités de paiement)

1. La taxe automobile est versée spontanément par les contribuables résidant en Vallée d'Aoste par l'intermédiaire de la plateforme *PagoPA*, reliée au *Nodo dei Pagamenti-SPC* constitué au sens du décret-loi n° 179 du 18 octobre 2012 (Mesures urgentes supplémentaires pour la croissance du Pays), converti en loi, avec modifications, par l'art. 1<sup>er</sup> de la loi n° 221 du 17 décembre 2012, qui reconnaît les différents prestataires de services de paiement.

### Art. 5

#### (Gestion de la taxe automobile)

1. La structure régionale compétente en matière d'impôts, ci-après dénommée « structure compétente », est responsable des activités de gestion de la taxe automobile.
2. Le Gouvernement régional peut confier à un organisme tiers, sélectionné par marché public, tout ou partie des activités de gestion de la taxe automobile suivant des modalités qui seront définies par une convention prévoyant, entre autres, la constitution de garanties appropriées.
3. En vue de la gestion de tout ou partie de la taxe automobile et conformément aux fins évoquées à l'art. 51 du décret-loi n° 124/2019, le Gouvernement régional a la faculté de faire appel à d'autres administrations ou organismes publics qui disposent d'une organisation administrative et matérielle appropriée, et ce, par l'intermédiaire de conventions passées au sens de l'art. 19 de la LR n° 19/2007.
4. Aux fins de l'accomplissement des tâches liées au paiement de la taxe automobile, le Gouvernement régional peut confier le service d'assistance aux contribuables à des acteurs présents sur le territoire régional, autorisés à exercer une activité de conseil au sujet de la circulation des moyens de transport au sens de la loi n° 264 du 8 août 1991 (Réglementation de l'activité de conseil en matière de circulation des moyens de transport) et habilités à encaisser la taxe automobile.

Art. 6  
(Contribuables et contrôles)

1. Quiconque figure, à la date d'expiration du délai utile pour le paiement de la taxe automobile régionale, en tant que propriétaire, usufruitier, acheteur sous réserve de propriété ou utilisateur en vertu d'une location financière d'un véhicule inscrit au *PRA* ou aux registres d'immatriculation des véhicules en location longue durée sans chauffeur et des autres véhicules est tenu de payer ladite taxe.
2. La procédure de contrôle vise à vérifier, sur la base des données issues des archives, la correspondance du montant versé avec le tarif dû et le respect des échéances de paiement.
3. Il revient à la structure compétente de contrôler, éventuellement par l'intermédiaire des acteurs chargés de la tenue des archives, le paiement régulier de la taxe automobile.
4. La procédure de contrôle peut être entamée sur la base des avertissements des organes institutionnellement préposés à la surveillance des routes au sens du décret législatif n° 285 du 30 avril 1992 (Nouveau code de la route).
5. Aux fins des contrôles sur la taxe automobile régionale, tout acte ou fait entraînant, modifiant ou éliminant les conditions visées au premier alinéa doit être transcrit ou mentionné sur les registres publics. Les transcriptions et mentions au sens de l'alinéa précédent produisent leurs effets à compter de la date de l'acte ou du fait en question, sans préjudice des dispositions du sixième et du septième alinéa.
6. En cas de transcriptions et de mentions sur les registres publics faisant état d'événements relatifs à des périodes d'imposition ayant fait l'objet d'actes d'imposition devenus définitifs, les conséquences qui en découlent produisent leurs effets au titre des années d'impôt pour lesquelles il est encore possible de verser la taxe par régularisation spontanée.
7. La perte de la possession du véhicule mentionnée au *PRA* à la suite du dépôt d'une déclaration tenant lieu d'acte de notoriété produit ses effets à compter de la date de la mention. Dans une telle occurrence, l'ancien possesseur du véhicule est libéré de l'obligation de verser la taxe automobile, et ce, à compter de la période d'imposition suivant ladite date.
8. À défaut de transcription ou de mention sur les registres publics d'un acte ou fait au sens du cinquième alinéa, les personnes évoquées au premier alinéa demeurent dans l'obligation de verser la taxe automobile régionale.
9. En ce qui concerne les actes à date certaine, pour lesquels la loi ne prévoit pas la possibilité de mention sur les registres publics, il y a lieu d'actualiser les archives suivant les modalités établies par le septième et le huitième alinéa de l'art. 84 du décret législatif n° 285/1992.

Art. 7  
(Recouvrement des impayés)

1. On entend par « recouvrement » la procédure administrative visant à percevoir la taxe non-payée, entamée à la suite des vérifications effectuées par la structure compétente, éventuellement par l'intermédiaire de tiers mandatés à cet effet.
2. Aux fins du recouvrement, la structure compétente envoie au contribuable, dans le délai prévu par la loi, un avis d'impayé assorti du bulletin *PagoPA* pour le versement du montant dû. L'envoi dudit avis peut être précédé de communications informelles adressées au contribuable en vue de l'inviter à fournir les éclaircissements nécessaires ou à produire les documents manquants.
3. La constatation de l'omission, de l'insuffisance ou du retard du paiement de la taxe automobile est notifiée en même temps que l'attribution de la sanction y afférente. Elle peut également être effectuée par inscription directe au rôle des impôts y afférent, sans notification préalable au sens du troisième alinéa de l'art. 17 du décret législatif n° 472 du 18 décembre 1997 (Dispositions générales en matière de sanctions administratives attribuées pour violation de dispositions fiscales, aux termes du cent trente-troisième alinéa de l'art. 3 de la loi n° 662 du 23 décembre 1996).

Art. 8  
(Sanctions)

1. En cas de violation des dispositions relatives au paiement de la taxe automobile, il est fait application du décret législatif n° 471 du 18 décembre 1997 (Réforme des sanctions fiscales non pénales en matière d'impôts directs, d'impôt sur la valeur ajoutée et de recouvrement des impôts, aux termes de la lettre q du cent trente-troisième alinéa de l'art. 3 de la loi n° 662 du 23 décembre 1996), du décret législatif n° 472/1997 et du décret législatif n° 473 du 18 décembre 1997 (Refonte des sanctions administratives en matière d'impôts sur le chiffre d'affaires, sur la production et sur la consommation, ainsi que d'autres impôts indirects, aux termes de la lettre q du cent trente-troisième alinéa de l'art. 3 de la loi n° 662 du 23 décembre 1996).

2. À défaut de paiement de la taxe automobile, ou d'irrégularité dans ledit paiement, du fait d'erreurs d'actualisation des archives ou de versement de la taxe en cause au profit d'une Région autre que la Vallée d'Aoste, la structure compétente n'applique aucune sanction.

Art. 9  
(Exonérations et réductions)

1. Les cas d'exonération visés à l'art. 17 du décret du président de la République n° 39 du 5 février 1953 (Texte unique des lois en matière de taxe automobile) sont gérés par la structure compétente.
2. Entre autres, la taxe automobile n'est pas due pour :
  - a) Les véhicules affectés au transport des personnes nécessitant des soins médicaux, à condition que les modifications structurelles des véhicules soient indiquées sur le certificat d'immatriculation ;
  - b) Les véhicules destinés à titre exclusif au service d'incendie ;
  - c) Les véhicules qui appartiennent à la Région ou qui sont utilisés par celle-ci en vertu d'une location financière ou d'une location longue durée, y compris les véhicules donnés en prêt à usage aux collectivités locales ;
  - d) Les véhicules qui appartiennent aux collectivités locales ou qui sont utilisés, à titre exclusif, par la police locale de celles-ci en vertu d'une location financière ou d'une location longue durée, ainsi que les véhicules qui appartiennent à la Chambre valdôtaine des entreprises et des activités libérales ou qui sont utilisés, à titre exclusif, par les métrologues de celle-ci dans l'exercice de leurs fonctions en vertu d'une location financière ou d'une location longue durée ;
  - e) Les véhicules qui ne circulent pas et qui appartiennent aux institutions scolaires et éducatives et utilisés à des fins pédagogiques.
3. Les véhicules dont la masse totale ne dépasse pas les six tonnes ne sont pas soumis à la taxe automobile au titre du poids remorquable prévue par les vingt-deuxième alinéas bis, ter et quater de l'art. 6 de la loi n° 488 du 23 décembre 1999 (Loi de finances 2000).
4. Aux termes du septième alinéa de l'art. 82 du décret législatif n° 117 du 3 juillet 2017 (Code du tiers secteur, au sens de la lettre b du deuxième alinéa de l'art. 1er de la loi n° 106 du 6 juin 2016), les organismes du tiers secteur visés audit décret et inscrits au Registre unique national du tiers secteur, y compris les coopératives d'aide sociale mais à l'exception des entreprises sociales sous forme de société, sont exonérés du paiement de la taxe automobile pour les véhicules dont ils sont les propriétaires au sens des archives du PRA ou dont ils disposent en vertu d'une location financière ou d'une location longue durée.
5. L'exonération visée au quatrième alinéa est accordée aux organismes intéressés sur présentation à la structure compétente d'une demande ad hoc, assortie de la documentation attestant l'inscription de ceux-ci au Registre unique national du tiers secteur. L'exonération en cause est appliquée à partir de la période fiscale qui suit la présentation de la demande y afférente.
6. Les bénéficiaires de l'exonération au sens du quatrième alinéa sont tenus de communiquer à la structure compétente toute modification subjective ou objective qui surviendrait au niveau des conditions ouvrant droit à l'exonération, et ce, dans les trente jours qui suivent la date de la modification en cause. Le véhicule au titre duquel l'exonération n'est plus appliquée est soumis aux dispositions prévues pour les véhicules nouvellement immatriculés, et ce, à compter du mois au cours duquel la modification survient.
7. Les véhicules électriques neufs ne sont pas soumis à la taxe automobile pendant trois ans supplémentaires par rapport à ceux prévus à l'art. 20 du DPR n° 39/1953.
8. En ce qui concerne les véhicules électriques visés au septième alinéa, l'exonération demeure valable même en cas de passage de propriété, à condition que le nouveau propriétaire soit un résidant sur le territoire régional. Pour ce qui est des véhicules provenant des autres Régions ou d'une Province autonome, l'exonération est valable uniquement au titre de la période allant de la date d'accès de chaque véhicule au territoire régional à la fin de la dernière année d'exonération au sens du septième alinéa.
9. La période supplémentaire d'exonération au sens du septième alinéa est annulée si le propriétaire du véhicule électrique est redevable d'une taxe automobile ayant fait l'objet d'un acte d'imposition devenu définitif, et ce, à compter de la date dudit acte.
10. La réduction visée au premier alinéa bis de l'art. 63 de la loi n° 342 du 21 novembre 2000 (Mesures en matière fiscale) est également accordée au titre des véhicules inscrits au *Registro Italiano Veicoli Storici (RIVS)*, au *Registro ACI Storico* et aux registres des organismes et associations ayant une expérience attestée en la matière, au moins un siège sur le territoire régional et des fins statutaires incluant la défense, la conservation et la mise en valeur du patrimoine automobile et moto.
11. Pour bénéficier de la réduction visée au dixième alinéa, les propriétaires des véhicules inscrits aux registres susmentionnés doivent présenter une demande ad hoc à la structure compétente.

Art. 10

*(Remboursement de la taxe automobile)*

1. Une délibération du Gouvernement régional définit les modalités de remboursement de la taxe automobile versée mais non due dans les cas suivants :
  - a) Double paiement effectué par la même personne au titre du même véhicule ;
  - b) Paiement excédant le montant dû ;
  - c) Paiement effectué par le demandeur du remboursement mais non dû.
2. Tout contribuable ayant fait enregistrer au *PRA* le retrait de la circulation de son véhicule pour mise à la casse a la faculté – pendant la période de validité de la taxe automobile qu'il a payée et à moins que le délai de remboursement prévu par l'art. 5 du décret-loi n° 953 du 30 décembre 1982, converti en loi, avec modifications, par l'art. 1<sup>er</sup> de la loi n° 53 du 28 février 1983 ait expiré – de demander le remboursement de la taxe au titre de la durée pendant laquelle il n'a pas bénéficié de la possession dudit véhicule, à condition que la durée en cause ne soit pas inférieure à un quadrimestre. Le remboursement est effectué au prorata du nombre de mois entiers suivant le mois où la possession du véhicule est interrompue. Si la taxe est payée en retard et après la mise à la casse du véhicule, le contribuable est tenu de verser uniquement la quote-part relative à la période allant du début de la dernière période d'imposition jusqu'à la fin du mois de mise à la casse, à condition que la durée pendant laquelle il n'a plus disposé du véhicule ne soit pas inférieure à un quadrimestre. Dans le cas contraire, le paiement est dû pour l'ensemble de la période d'imposition.

Art. 11

*(Suspension de l'obligation de paiement pour les personnes autorisées à exercer une activité de commercialisation de véhicules)*

1. La cession d'un véhicule à un contribuable qui exerce régulièrement une activité de commercialisation de véhicules entraîne la suspension de l'obligation de paiement de la taxe automobile y afférente.
2. Aux fins de la suspension au sens du premier alinéa, la personne autorisée ou habilitée à commercialiser ou à revendre des véhicules est tenue de faire transcrire le titre de propriété du véhicule qui lui a été cédé au *PRA*, suivant les modalités indiquées par le dixième alinéa de l'art. 36 du décret-loi n° 41 du 23 février 1995 (Mesures urgentes pour le redressement des finances publiques et pour l'emploi dans les zones défavorisées), converti en loi, avec modifications, par l'art. 1<sup>er</sup> de la loi n° 85 du 22 mars 1995. Le paiement de la taxe automobile est suspendu à compter de la période fixe qui suit immédiatement celle où se termine la durée au titre de laquelle la taxe a été versée et jusqu'à la fin du mois précédent celui de revente du véhicule en cause.
3. Aux fins de la suspension de l'obligation de paiement de la taxe automobile, les personnes autorisées ou habilitées à commercialiser et à revendre des véhicules destinés à la location sans chauffeur dont ils sont les propriétaires devront modifier, au moment de la vente desdits véhicules, la destination de ceux-ci, aux termes de l'art. 82 du décret législatif n° 285/1992, afin qu'ils ne soient plus considérés comme véhicules à usage de tiers mais à usage propre.
4. La transcription au sens du deuxième alinéa dans les délais visés au quarante-quatrième alinéa de l'art. 5 du décret-loi n° 953/1982 vaut accomplissement des obligations de communication au sens du quarante- quatrième et du quarante-cinquième alinéa dudit art. 5.
5. La suspension n'est plus valable si le véhicule circule alors qu'il n'a pas encore été vendu, sans préjudice des cas de circulation avec la plaque de garage.
6. Les véhicules achetés en vue d'être revendus en vertu d'un contrat passé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ne sont pas soumis au droit fixe visé au quarante-septième alinéa de l'art. 5 du décret-loi n° 953/1982.
7. En cas d'achat suivant les modalités visées au deuxième alinéa de véhicules bénéficiant de l'exonération de la taxe automobile, ladite exonération demeure valable.

Art. 12

*(Radiation d'office)*

1. Sans préjudice des procédures visées à l'art. 96 du décret législatif n° 285/1992 et en vue de l'amélioration de la qualité des banques de données prévue par le premier alinéa de l'art. 51 du décret-loi n° 124 du 26 octobre 2019 (Dispositions urgentes en matière de fisc et d'exigences non différables), converti en loi, avec modifications, par l'art. 1<sup>er</sup> de la loi n° 157 du 19 décembre 2019, la structure compétente peut demander au conservateur du *PRA* la radiation d'office des archives nationales des véhicules, ainsi que dudit registre, de tout véhicule réunissant les conditions suivantes :
  - a) Appartenir à une personne décédée ou déclarée introuvable depuis au moins dix ans ou bien à une société radiée du regi-

- stre des entreprises ou dissoute, éventuellement à la suite de la clôture d'une procédure d'insolvabilité ;
- b) Ne pas avoir fait l'objet du paiement de la taxe automobile ou, pour les véhicules de plus de trente ans, de la taxe de circulation pendant une période de trois ans spécialement indiquée par la structure compétente ;
  - c) Ne faire l'objet d'aucune mention au *PRA*, sans préjudice de la mention, par l'agent de recouvrement, de l'immobilisation à caractère administratif ;
  - d) Ne pas avoir été assuré pour la responsabilité civile au titre de la période de trois ans susmentionnée.
  - e) L'éventuelle mention au *PRA* d'une procédure d'immobilisation à caractère administratif au sens de la lettre c) du premier alinéa n'entrave aucunement la radiation d'office d'un véhicule appartenant à une personne décédée ou introuvable depuis plus de dix ans ou bien à une société dissoute ou radiée du registre des entreprises.
2. La structure compétente procède aux contrôles par l'intermédiaire du gestionnaire du *PRA* et des archives et publie au Bulletin officiel et sur le site institutionnel de la Région les données nécessaires aux fins de l'identification des véhicules – et notamment la plaque et les données d'enregistrement au *PRA* – pour lesquels elle entend entamer la procédure de radiation d'office. La structure compétente envoie la communication de démarrage de la procédure de radiation d'office à la personne intéressée par celle-ci, lorsqu'elle est identifiée.
  3. Toute personne intéressée par une procédure de radiation d'office peut soit former un recours contre le démarrage de ladite procédure, en présentant une demande ad hoc à la structure compétente dans le délai de rigueur de soixante jours à compter de la date de publication de l'avis y afférent au Bulletin officiel au sens du troisième alinéa, soit demander, dans le délai susmentionné, l'interruption de la procédure de radiation d'office, et ce, en déposant une demande ad hoc assortie des reçus attestant :
    - a) Le paiement de la taxe automobile due au titre de la période de trois ans visée à la lettre b) du premier alinéa ; en cette occurrence, il n'est pas fait application de la sanction prévue en cas de régularisation spontanée mais de la sanction équivalant, aux termes de l'art. 13 du décret législatif n° 471/1997, à 30 p. 100 du montant de la taxe due ;
    - b) Le versement de la prime de l'assurance de responsabilité civile automobile au titre de l'année en cours.
  4. Au lieu des pièces visées au quatrième alinéa, toute personne intéressée peut produire la documentation attestant :
    - a) Son droit à l'exonération de la taxe automobile au titre d'une ou plusieurs années comprises dans la période visée à la lettre b) du premier alinéa, ou bien
    - b) La vente du véhicule en cause ou toute autre raison de perte de la possession de celui-ci.
  5. Si aucune opposition n'est présentée dans le délai de soixante jours susmentionné, la structure compétente transmet la liste des véhicules à radier du *PRA* au gestionnaire visé au troisième alinéa.

#### Art. 13

##### *(Dispositions transitoires et finales)*

1. Jusqu'à la période d'imposition suivant l'entrée en vigueur des dispositions du titre X du décret législatif n° 117/2017, les dispositions du quatrième alinéa de l'art. 9 de la présente loi s'appliquent aux organismes du tiers secteur inscrits au Registre unique national du tiers secteur, y compris les coopératives d'aide sociale mais à l'exception des entreprises sociales sous forme de société, ainsi qu'aux organismes sans but lucratif d'utilité sociale (*Organizzazioni non lucrative di utilità sociale – ONLUS*) visés à l'art. 10 du décret législatif n° 460 du 4 décembre 1997 (Refonte de la réglementation des impôts pour les organismes non commerciaux et les organismes sans but lucratif d'utilité sociale).
2. Le Gouvernement régional définit, par délibération, les autres modalités ou obligations, qu'elles soient procédurales ou non, utiles aux fins de l'application de la présente loi.
3. La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2024. À compter de ladite date, le titre II de la loi régionale n° 9 du 15 avril 2008 (Réajustement du budget prévisionnel 2008, modification de mesures législatives, ainsi que rectification du budget prévisionnel 2008 et du budget pluriannuel 2008/2010) et l'art. 12 de la loi régionale n° 16 du 8 octobre 2019 (Principes et dispositions en matière de développement de la mobilité durable) sont abrogés. Les dispositions relatives aux véhicules à faible impact environnemental prévues par l'art. 62 ter de la LR n° 9/2008 demeurent applicables jusqu'à la fin de la période d'exonération établie au sens du premier alinéa dudit article.
4. Pour tout ce qui n'est pas prévu par la présente loi, il est fait application des dispositions étatiques en vigueur.

#### Art. 14

##### *(Dispositions financières)*

1. La perte de recettes découlant de l'application du sixième alinéa de l'art. 11 est fixée à 10 000 euros par an à compter de 2024.
2. La perte de recettes visée au premier alinéa grève, aux termes du troisième alinéa de l'art. 21 de la loi régionale n° 30 du 4

août 2009 (Nouvelles dispositions en matière de budget et de comptabilité générale de la Région autonome Vallée d'Aoste et principes en matière de contrôle stratégique et de contrôle de gestion), l'état prévisionnel des recettes des budgets prévisionnels 2023/2025 et 2024/2026 de la Région, dans le cadre du titre 3 (Recettes non fiscales), typologie 500 (Recouvrements et autres recettes ordinaires).

3. La perte de recettes visée au premier alinéa est couverte, dans le cadre des budgets susmentionnés, par les recettes supplémentaires d'un montant correspondant inscrites au titre 1 (Recettes ordinaires de nature fiscale ou issues de cotisations ou de dispositifs de péréquation), typologie 101 (Impôts, taxes et recettes assimilées), à la suite de l'augmentation des montant du tarif visé au quatrième alinéa de l'art. 2.
4. À compter des exercices suivant 2026, les crédits inscrits à l'état prévisionnel des recettes et des dépenses du budget pluriannuel de la Région sont fixés déduction faite de la perte de recettes visée au premier alinéa.
5. Les pertes de recettes découlant de l'abrogation de dispositions au sens du troisième alinéa de l'art. 13 grèvent l'état prévisionnel des recettes des budgets prévisionnels 2023/2025 et 2024/2026 de la Région dans le cadre du titre 1 (Recettes ordinaires de nature fiscale ou issues de cotisations ou de dispositifs de péréquation), typologie 101 (Impôts, taxes et recettes assimilées), et sont compensées par les recettes supplémentaires d'un montant correspondant découlant de l'application de l'art. 2 et inscrites auxdits budgets prévisionnels dans le cadre du titre et de la typologie susmentionnés.
6. Les dépenses supplémentaires prévues par les troisième et quatrième alinéas de l'art. 3, par les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'art. 5 et par les deuxième et dixième alinéas de l'art. 7 et se chiffrant à 235 000 euros au total à compter de 2024 grèvent l'état prévisionnel des dépenses des budgets prévisionnels 2023/2025 et 2024/2026 de la Région dans le cadre de la mission 1 (Services institutionnels, généraux et de gestion), programme 4 (Gestion des recettes fiscales et services fiscaux), titre 1 (Dépenses ordinaires), et sont compensées par la réduction d'un montant correspondant des dépenses déjà inscrites auxdits budgets prévisionnels au sens des dispositions abrogées par le troisième alinéa de l'art. 14, aux mêmes fins et dans le cadre de la mission, du programme et du titre susmentionnés.
7. À compter de 2027, la dépense visée au sixième alinéa sera couverte par les crédits inscrits à l'état prévisionnel des dépenses du budget prévisionnel de la Région dans le cadre des mission, programme et titre susmentionnés et pourra être rajustée par loi budgétaire, au sens du premier alinéa de l'art. 38 du décret législatif n° 118 du 23 juin 2011 (Dispositions en matière d'harmonisation des systèmes comptables et des modèles de budget des Régions, des collectivités locales et de leurs organismes, conformément aux art. 1<sup>er</sup> et 2 de la loi n° 42 du 5 mai 2009).
8. Aux fins de l'application de la présente loi, le Gouvernement régional est autorisé à délibérer les rectifications comptables qui s'avèrent nécessaires.

La présente loi est publiée au Bulletin officiel de la Région.

Quiconque est tenu de l'observer et de la faire observer comme loi de la Région autonome Valle d'Aosta/Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 21 décembre 2023.

Le président,  
Renzo TESTOLIN

## Legge regionale 29 gennaio 2024, n. 1.

**Disposizioni in materia di agricoltura e sviluppo rurale. Modificazioni alle leggi regionali 3 agosto 2016, n. 17 (Nuova disciplina degli aiuti regionali in materia di agricoltura e di sviluppo rurale), e 1° agosto 2022, n. 19 (Norme in materia di consorzierie e di altre forme di dominio collettivo. Abrogazione della legge regionale 5 aprile 1973, n. 14).**

IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REGIONE

promulga

la seguente legge:

Art. 1

(Modificazione all'articolo 1 della legge regionale 3 agosto 2016, n. 17)

1. Dopo la lettera a) del comma 2 dell'articolo 1 della legge regionale 3 agosto 2016, n. 17 (Nuova disciplina degli aiuti regionali in materia di agricoltura e di sviluppo rurale), è inserita la seguente:

“abis) sviluppo e sostegno al settore dell'acquacoltura;”.

Art. 2

(Modificazione all'articolo 2 della l.r. 17/2016)

1. Il comma 2 dell'articolo 2 della l.r. 17/2016 è sostituito dal seguente:

“2. La politica regionale di sviluppo rurale si attua, oltre che con gli interventi di cui alla presente legge, attraverso specifici programmi e complementi regionali attuativi della strategia nazionale, approvati con deliberazione del Consiglio regionale, su proposta della Giunta regionale, anche tenuto conto dei progetti di sviluppo locale di tipo partecipativo che, nell'ambito del Fondo europeo agricolo per lo sviluppo rurale (FEASR), sono attuati attraverso l'approccio LEADER dei Gruppi di azione locale (GAL).”.

Art. 3

(Modificazioni all'articolo 4 della l.r. 17/2016)

1. Al comma 1 dell'articolo 4 della l.r. 17/2016 sono apportate le seguenti modificazioni:

- a) la lettera i) è sostituita dalla seguente:

“i) avversità atmosferiche assimilabili a una calamità naturale: condizioni atmosferiche avverse quali gelo, tempeste e grandine, ghiaccio, forti o persistenti piogge o grave siccità che distruggano più del 30 per cento della produzione media di un agricoltore, calcolata sulla base del precedente triennio o quadriennio o della produzione media calcolata sui cinque anni od otto precedenti, escludendo il valore più elevato e quello più basso;”;

- b) alla lettera l) sono aggiunte, in fine, le seguenti parole: “, come definito nel Piano strategico della Politica agricola comune (PAC) 2023/2027”.

Art. 4

(Modificazioni all'articolo 5 della l.r. 17/2016)

1. All'articolo 5 della l.r. 17/2016, sono apportate le seguenti modificazioni:

- a) il comma 1 è sostituito dal seguente:

“1. Per l'effettuazione di investimenti materiali o immateriali, possono essere concessi alle PMI, operanti sul territorio regionale nel settore della produzione agricola primaria, aiuti, sotto forma di mutui a tasso agevolato e aiuti a fondo perduto fino alle intensità massime di aiuto di cui al comma 7bis, al fine di conseguire uno o più dei seguenti obiettivi:

- a) miglioramento del rendimento e della sostenibilità globali dell'azienda agricola, in particolare mediante una riduzione dei costi di produzione o il miglioramento e la riconversione della produzione;
- b) miglioramento dell'ambiente naturale, delle condizioni di igiene o del benessere degli animali, purché l'investimento in questione incrementi il livello minimo previsto dalle disposizioni eurounitarie vigenti nelle predette materie;
- c) realizzazione e miglioramento delle infrastrutture connesse allo sviluppo, all'adeguamento e alla modernizzazione dell'agricoltura, compresi l'accesso ai terreni agricoli, la ricomposizione e il riassetto fondiario, l'efficienza energetica, l'approvvigionamento di energia sostenibile e il risparmio energetico e idrico;
- d) ripristino del potenziale produttivo danneggiato da calamità naturali, avversità atmosferiche assimilabili a calamità naturali, epizootie e organismi nocivi ai vegetali, nonché prevenzione dei danni da essi arrecati. Se il danno è riconducibile al cambiamento climatico, i beneficiari, ove opportuno, includono nel ripristino misure di adattamento ai cambiamenti climatici;
- e) contributo alla mitigazione e all'adattamento ai cambiamenti climatici, anche attraverso la riduzione delle emissioni di gas a effetto serra e il miglioramento del sequestro del carbonio, nonché promozione dell'energia sostenibile e dell'efficienza energetica;
- f) contributo alla bioeconomia circolare sostenibile e promozione dello sviluppo sostenibile e di un'efficiente gestione delle risorse naturali come l'acqua, il suolo e l'aria, anche attraverso la riduzione della dipendenza chimica;
- g) contributo ad arrestare e invertire la perdita di biodiversità, migliorare i servizi ecosistemici e preservare gli habitat e i paesaggi.”;



b) la lettera e) del comma 3 è sostituita dalla seguente:

“e) i costi per l’acquisizione e lo sviluppo o per i diritti d’uso di programmi e servizi informatici e per l’acquisizione di brevetti, licenze, diritti d’autore e marchi commerciali;”;

c) alla lettera f) del comma 3, le parole: “lettera d)” sono sostituite dalle seguenti: “lettere e), f) e g)”;

d) la lettera g) del comma 3 è sostituita dalla seguente: “g) i costi per gli investimenti irrigui che soddisfano le condizioni di cui all’articolo 14, paragrafo 6, lettere f) e g), del regolamento (UE) 2022/2472;”;

e) la lettera b) del comma 5 è sostituita dalla seguente: “b) l’acquisto di diritti all’aiuto;”;

f) la lettera c) del comma 5 è sostituita dalla seguente:

“c) l’acquisto e l’impianto di piante annuali, ad eccezione degli aiuti a copertura dei costi di cui al comma 3, lettera h);”;

g) alla lettera e) del comma 5, le parole: “normativa europea vigente” sono sostituite dalle seguenti: “normativa eurounitaria e statale vigente”;

h) la lettera f) del comma 5 è sostituita dalla seguente:

“f) l’acquisto di animali, ad eccezione degli aiuti a copertura dei costi di cui al comma 3, lettera h);”;

i) dopo la lettera f) del comma 5, come sostituita dalla lettera h), è aggiunta la seguente:

“fbis) i cablaggi per reti di dati al di fuori della proprietà privata del beneficiario.”;

j) il comma 7 è sostituito dal seguente:

“7. Oltre alle PMI, possono beneficiare degli aiuti di cui al comma 1, per i costi di cui al comma 3, lettere a), c), h) e i), per quelli collegati alle predette lettere a) e c) ai sensi della lettera d) del medesimo comma 3, e j):

a) i proprietari di alpeggi o mayen, ancorché non titolari o conduttori di impresa agricola, limitatamente agli interventi destinati alla produzione agricola primaria realizzati in tali siti;

b) gli enti locali e le loro forme associative, per l’effettuazione di investimenti destinati ad un utilizzo collettivo da parte di imprese agricole.”;

k) dopo il comma 7, come sostituito dalla lettera j), è inserito il seguente:

“7bis. L’intensità massima di aiuto di cui al presente articolo è pari:

a) al 100 per cento dei costi ammissibili nei seguenti casi:

1) investimenti non produttivi connessi agli obiettivi di cui al comma 1, lettere e), f), e g);

2) investimenti finalizzati al ripristino del potenziale produttivo di cui al comma 1, lettera d), e investimenti volti a prevenire e mitigare il rischio di danni arrecati da calamità naturali, circostanze eccezionali e avversità atmosferiche assimilabili a calamità naturali;

b) all’80 per cento dei costi ammissibili nei seguenti casi:

1) investimenti effettuati da giovani agricoltori;

2) investimenti produttivi legati a uno o più obiettivi specifici di carattere ambientale o climatico di cui al comma 1, lettere e), f) e g), o al benessere animale;

c) al 65 per cento nel caso di investimenti per l’irrigazione nell’azienda;

d) al 60 per cento dei costi ammissibili in tutti gli altri casi.”.

#### Art. 5

*(Modificazioni all’articolo 6 della l.r. 17/2016)*

1. All’articolo 6 della l.r. 17/2016, sono apportate le seguenti modificazioni:

a) al comma 1, dopo le parole: “sotto forma di mutui a tasso agevolato” sono inserite le seguenti: “e aiuti a fondo perduto fino alle intensità massime di aiuto di cui al comma 6bis”;

b) la lettera d) del comma 2 è sostituita dalla seguente: “d) i costi per l’acquisizione e lo sviluppo o per i diritti d’uso di programmi e servizi informatici e per l’acquisizione di brevetti, licenze, diritti d’autore e marchi commerciali;”;

c) alla lettera c) del comma 4, le parole: “normativa europea vigente” sono sostituite dalle seguenti: “normativa eurounitaria e statale vigente”;

d) dopo la lettera c) del comma 4, come modificata dalla lettera c), è aggiunta la seguente:

“cbis) i cablaggi per reti di dati al di fuori della proprietà privata del beneficiario.”;

e) il comma 6 è sostituito dal seguente:

“6. Oltre alle PMI, possono beneficiare degli aiuti di cui al comma 1, per i costi di cui al comma 2, lettere a) e b), per quelli collegati alle predette lettere a) e b) ai sensi della lettera c) del medesimo comma 2, ed e):

- a) i proprietari di alpeggi o mayen, ancorché non titolari o conduttori di impresa agricola, limitatamente agli interventi destinati alla trasformazione e commercializzazione di prodotti agricoli realizzati in tali siti;
- b) gli enti locali e le loro forme associative, per l'effettuazione di investimenti destinati ad un utilizzo collettivo da parte di imprese agricole.”;

f) dopo il comma 6, come sostituito dalla lettera e), è inserito il seguente:

“6bis. L'intensità massima di aiuto di cui al presente articolo è pari:

- a) all'80 per cento dei costi ammissibili nei seguenti casi:
  - 1) investimenti effettuati da giovani agricoltori;
  - 2) investimenti legati a uno o più obiettivi specifici di carattere ambientale o climatico di cui all'articolo 5, comma 1, lettere e), f) e g), o al benessere animale;
- b) al 60 per cento dei costi ammissibili in tutti gli altri casi.”.

#### Art. 6

*(Modificazioni all'articolo 7 della l.r. 17/2016)*

1. All'articolo 7 della l.r. 17/2016, sono apportate le seguenti modificazioni:

a) il comma 1 è sostituito dal seguente:

“1. Al fine di promuovere la razionalizzazione della gestione aziendale mediante la riduzione dei costi di produzione, il miglioramento della produttività e della qualità, nonché il miglioramento dell'ambiente naturale e delle condizioni di igiene e di benessere degli animali, possono essere concessi alle PMI, operanti sul territorio regionale nel settore della produzione, trasformazione e commercializzazione dei prodotti dell'acquacoltura, aiuti sotto forma di mutui a tasso agevolato e aiuti a fondo perduto fino alle intensità massime di aiuto di cui al comma 5, per l'effettuazione dei seguenti interventi, relativi all'attività di allevamento:

- a) investimenti produttivi nel settore dell'acquacoltura;
- b) diversificazione della produzione dell'acquacoltura e delle specie allevate;
- c) ammodernamento delle unità di acquacoltura, compreso il miglioramento delle condizioni di lavoro e di sicurezza dei lavoratori del settore dell'acquacoltura;
- d) miglioramenti e ammodernamento connessi alla salute e al benessere degli animali;
- e) investimenti per la riduzione dell'impatto negativo o l'accentuazione degli effetti positivi sull'ambiente, nonché per l'uso più efficiente delle risorse;
- f) investimenti destinati a migliorare la qualità o ad aggiungere valore ai prodotti dell'acquacoltura;
- g) recupero di stagni o lagune di acquacoltura esistenti tramite la rimozione del limo o investimenti volti a impedire l'accumulo di quest'ultimo;
- h) diversificazione del reddito delle imprese dell'acquacoltura tramite lo sviluppo di attività complementari;
- i) investimenti volti all'ottenimento di una considerevole riduzione nell'impatto delle imprese dell'acquacoltura sull'utilizzo e sulla qualità delle acque, in particolare tramite la riduzione del quantitativo utilizzato d'acqua o di sostanze chimiche, antibiotici e altri medicinali o il miglioramento della qualità delle acque in uscita, anche facendo ricorso a sistemi di acquacoltura multitrofica;
- j) promozione dei sistemi di acquacoltura a circuito chiuso in cui l'allevamento dei prodotti dell'acquacoltura avviene in sistemi chiusi a ricircolo che riducono al minimo l'utilizzo di acqua;
- k) aumento dell'efficienza energetica e la promozione della conversione delle imprese dell'acquacoltura verso fonti rinnovabili di energia.”;

b) alla lettera b) del comma 2 le parole: “, compresi gli arredi e gli strumenti funzionali alla commercializzazione dei prodotti,” sono soppresse;

c) la lettera d) del comma 2 è sostituita dalla seguente: “d) i costi per l'acquisizione e lo sviluppo o per i diritti d'uso di programmi e servizi informatici e per l'acquisizione di brevetti, licenze, diritti d'autore e marchi commerciali.”;

- d) alla lettera b) del comma 4, le parole: “normativa europea vigente” sono sostituite dalle seguenti: “normativa eurounitaria e statale vigente”;
- e) dopo la lettera b) del comma 4, come modificata dalla lettera d), è aggiunta la seguente:

“bbis) i cablaggi per reti di dati al di fuori della proprietà privata del beneficiario.”;

- f) il comma 5 è sostituito dal seguente:

“5. L'intensità massima di aiuto di cui al presente articolo è pari:

- a) all'80 per cento dei costi ammissibili qualora l'investimento abbia un impatto positivo sull'ambiente;
- b) al 75 per cento dei costi ammissibili in caso di operazioni a sostegno di prodotti, processi o attrezzature innovativi;
- c) al 60 per cento dei costi ammissibili nel caso di operazioni a sostegno dell'acquacoltura sostenibile;
- d) al 50 per cento dei costi ammissibili in tutti gli altri casi.”;

- g) il comma 6 è sostituito dal seguente:

“6. Gli aiuti di cui ai commi da 1 a 5 sono concessi ai sensi e nei limiti dell'articolo 33 del regolamento (UE) 2022/2473 della Commissione del 14 dicembre 2022 che dichiara compatibili con il mercato interno, in applicazione degli articoli 107 e 108 del trattato sul funzionamento dell'Unione europea, alcune categorie di aiuti a favore delle imprese attive nel settore della produzione, trasformazione e commercializzazione dei prodotti della pesca e dell'acquacoltura, pubblicato nella Gazzetta ufficiale dell'Unione europea n. L 327 del 21 dicembre 2022.”;

- h) dopo il comma 6, come sostituito dalla lettera g), è inserito il seguente:

“6bis. Alle medesime condizioni di cui ai commi da 2 a 5 possono inoltre essere concessi alle imprese di cui al comma 1 aiuti per interventi relativi alle attività di trasformazione e commercializzazione ai sensi e nei limiti del regolamento (UE) 2023/2831 della Commissione, del 13 dicembre 2023, relativo all'applicazione degli articoli 107 e 108 del trattato sul funzionamento dell'Unione europea agli aiuti “de minimis”, pubblicato nella Gazzetta ufficiale dell'Unione europea n. L. del 15 dicembre 2023.”.

#### Art. 7

*(Inserimento dell'articolo 7bis nella l.r. 17/2016)*

1. Dopo l'articolo 7 della l.r. 17/2016, come modificato dall'articolo 6, è inserito il seguente:

#### “Art. 7bis

*(Aiuti per la promozione di nuovi operatori che praticano l'acquacoltura sostenibile)*

1. Al fine di promuovere l'avvio di nuove PMI, operanti sul territorio regionale nel settore della produzione, trasformazione e commercializzazione dei prodotti dell'acquacoltura, possono essere concessi aiuti sotto forma di mutui a tasso agevolato e aiuti a fondo perduto fino alle intensità massime di aiuto di cui al comma 4, per la promozione dell'imprenditorialità nel settore dell'acquacoltura e per la creazione di imprese di acquacoltura sostenibile da parte di nuovi imprenditori.
2. Gli aiuti sono concessi agli imprenditori dell'acquacoltura che fanno il loro ingresso nel settore, a condizione che:
  - a) possiedano conoscenze e competenze professionali adeguate;
  - b) creino per la prima volta PMI dell'acquacoltura mettendosi a capo di tale impresa;
  - c) presentino un piano aziendale per lo sviluppo dell'attività nel settore dell'acquacoltura.
3. Sono considerati ammissibili i seguenti costi risultanti direttamente dal progetto:
  - a) costi delle attrezzature;
  - b) costi per gli investimenti materiali e immateriali.
4. L'intensità massima di aiuto di cui al presente articolo è pari:
  - a) al 60 per cento dei costi ammissibili nel caso di operazioni a sostegno dell'acquacoltura sostenibile;
  - b) al 50 per cento dei costi ammissibili in tutti gli altri casi.
5. Gli aiuti di cui al presente articolo sono concessi ai sensi e nei limiti dell'articolo 37 del regolamento (UE) 2022/2473.”.

Art. 8  
(Modificazioni all'articolo 9 della l.r. 17/2016)

1. All'articolo 9 della l.r. 17/2016, sono apportate le seguenti modificazioni:

- a) al capoverso del comma 1, dopo le parole: "anche per il tramite delle associazioni di allevatori" sono inserite le seguenti: " , cui vengono trasferite le risorse necessarie";
- b) alla lettera d) del comma 1, le parole: "in alternativa a quanto previsto dalla lettera c)," sono soppresse;
- c) dopo la lettera e) del comma 1, è inserita la seguente:

"ebis) per il miglioramento genetico dei capi fino ad un massimo di 1.000 euro a impresa agricola per concorso genetico di valorizzazione del bestiame;"

d) il comma 1bis è sostituito dal seguente:

"1bis. Per le finalità di cui al comma 1, possono altresì essere concessi alle associazioni di allevatori aiuti per investimenti e spese legate all'effettuazione di attività di miglioramento e monitoraggio delle produzioni zootecniche.";

e) al comma 2, le parole: "lettere c), e) e f)" sono sostituite dalle seguenti: "e), ebis) e f)";

f) il comma 3 è sostituito dal seguente:

"3. Gli aiuti di cui comma 1, lettere a), b), d), e) e f), sono concessi ai sensi e nei limiti degli articoli 24, 26 e 27 del regolamento (UE) 2022/2472. Gli aiuti di cui al comma 1, lettera ebis), sono concessi ai sensi e nei limiti del regolamento (UE) n. 1408/2013 della Commissione, del 18 dicembre 2013, relativo all'applicazione degli articoli 107 e 108 del trattato sul funzionamento dell'Unione europea agli aiuti "de minimis" nel settore agricolo, pubblicato nella Gazzetta ufficiale dell'Unione europea n. L 352 del 24 dicembre 2013.";

g) alla lettera b) del comma 4, le parole: "regolamento (CE) n. 852/2004 del Parlamento europeo e del Consiglio, del 29 aprile 2004, sull'igiene dei prodotti alimentari" sono sostituite dalle seguenti: "regolamento (CE) n. 853/2004 del Parlamento europeo e del Consiglio, del 29 aprile 2004, che stabilisce norme specifiche in materia di igiene per gli alimenti di origine animale";

h) il comma 5 è sostituito dal seguente:

"5. Gli aiuti di cui ai commi 1bis e 4 sono concessi, rispettivamente, ai sensi e nei limiti dei regolamenti (UE) 2023/2831, in quanto applicabile, e n. 1408/2013, fino ad un massimo del 100 per cento delle spese ammissibili. Nel caso in cui gli aiuti non coprano il 100 per cento delle spese ammissibili, l'importo residuo resta in capo ai beneficiari di cui ai commi 1 e 1bis. Eventuali analisi diverse rispetto a quelle previste dal comma 4, lettera b), possono essere effettuate dai laboratori di analisi delle strutture regionali competenti su richiesta delle PMI di cui al comma 1, fermo restando che, qualora le analisi non siano fornite sotto forma di servizio agevolato ai sensi e nei limiti dei regolamenti (UE) 2023/2831 e n. 1408/2013, i relativi oneri restano in capo alle medesime PMI.";

Art. 9  
(Sostituzione dell'articolo 10 della l.r. 17/2016)

1. L'articolo 10 della l.r. 17/2016 è sostituito dal seguente:

"Art. 10  
(Aiuti per il pagamento di premi assicurativi nel settore della produzione agricola primaria)

1. Al fine di consentire alle PMI, operanti sul territorio regionale nel settore della produzione agricola primaria, un'efficace gestione dei rischi ambientali, possono essere concessi aiuti integrativi:

- a) rispetto a quanto previsto dall'articolo 2, comma 1, del decreto legislativo 29 marzo 2004, n. 102 (Interventi finanziari a sostegno delle imprese agricole, a norma dell'articolo 1, comma 2, lettera i), della legge 7 marzo 2003, n. 38), per il pagamento di premi assicurativi per la copertura del rischio di danni alle strutture del settore vegetale. Complessivamente, gli aiuti possono essere concessi fino al 70 per cento del costo del premio assicurativo;
- b) rispetto a quanto previsto dalla sottomisura SRF.01, denominata "Assicurazioni agevolate" del Piano strategico nazionale della PAC 2023- 2027, per il pagamento di premi assicurativi per la copertura del rischio di perdite causate da avversità atmosferiche, epizootie, fitopatie o infestazioni parassitarie, da emergenze ambientali o da misure adottate ai sensi della direttiva 2000/29/CE del Consiglio, dell'8 maggio 2000, concernente le misure di protezione contro l'introduzione nella Comunità di organismi nocivi ai vegetali o ai prodotti vegetali e contro la loro diffusione nella Comunità, per eradicare o circoscrivere una fitopatia o un'infestazione parassitaria, che distruggano più del 20 per cento della produzione media annua dell'agricoltore nel triennio precedente o della sua produzione media triennale

calcolata sui cinque anni precedenti, escludendo l'anno con la produzione più bassa e quello con la produzione più elevata. Complessivamente, gli aiuti possono essere concessi fino al 70 per cento del costo del premio assicurativo.

2. La copertura assicurativa deve compensare esclusivamente il costo necessario a ovviare alle perdite di cui al comma 1 e non deve comportare obblighi né indicazioni circa il tipo o la quantità della produzione agricola futura.
3. Gli aiuti di cui al presente articolo sono concessi ai sensi e nei limiti dell'articolo 28 del regolamento (UE) 2022/2472.”.

Art. 10

*(Modificazioni all'articolo 10bis della l.r. 17/2016)*

1. All'articolo 10bis della l.r. 17/2016, sono apportate le seguenti modificazioni:

a) il comma 2 è sostituito dal seguente:

“2. Sono ritenuti ammissibili, e calcolati a livello dei singoli beneficiari, i costi dei danni subiti come conseguenza diretta dell'avversità atmosferica assimilabile a una calamità naturale, previamente valutati dalla struttura regionale competente che concede gli aiuti, anche avvalendosi di un esperto indipendente incaricato dalla medesima o da un'impresa di assicurazione.”;

b) dopo il comma 2, come sostituito dalla lettera a), è inserito il seguente:

“2bis. Gli aiuti possono riguardare le perdite di reddito dovute alla distruzione completa o parziale della produzione agricola e dei mezzi di produzione, nonché i danni materiali.”.

Art. 11

*(Modificazione all'articolo 10ter della l.r. 17/2016)*

1. Il comma 1 dell'articolo 10ter della l.r. 17/2016 è sostituito dal seguente:

“1. Al fine di sostenere il patrimonio apicolo e di compensare le PMI, iscritte presso l'anagrafe apistica nazionale nella sezione commerciale e operanti nel territorio regionale, per perdite di produzione non causate deliberatamente dal beneficiario o conseguenza della sua negligenza, possono essere concessi aiuti a fondo perduto fino ad un massimo di quaranta euro ad alveare nei casi in cui le stesse PMI non abbiano beneficiato, in relazione al settore dell'apicoltura, degli aiuti di cui all'articolo 10bis.”.

Art. 12

*(Inserimento dell'articolo 10quater nella l.r. 17/2016)*

1. Dopo l'articolo 10ter, come modificato dall'articolo 11, è inserito il seguente:

“Art. 10quater

*(Aiuti per i danni causati dalle calamità naturali)*

1. Al fine di compensare le imprese, operanti sul territorio regionale nel settore agricolo, per i danni subiti in conseguenza di una calamità naturale formalmente riconosciuta con decreto del Presidente della Regione, possono essere concessi aiuti a fondo perduto fino ad un massimo del 100 per cento dei costi ammissibili, compresi i pagamenti nell'ambito di polizze assicurative.
2. Sono ritenuti ammissibili, e calcolati a livello dei singoli beneficiari, i costi dei danni subiti come conseguenza diretta della calamità naturale, previamente valutati dalla struttura regionale competente che concede gli aiuti, anche avvalendosi di un esperto indipendente incaricato dalla medesima o da un'impresa di assicurazione.
3. Gli aiuti possono riguardare le perdite di reddito dovute alla distruzione completa o parziale della produzione agricola e dei mezzi di produzione, nonché i danni materiali.
4. I regimi di aiuto devono essere introdotti entro tre anni dalla data del verificarsi della calamità naturale e gli aiuti devono essere versati entro quattro anni dal verificarsi della medesima.
5. Gli aiuti di cui al presente articolo sono concessi ai sensi e nei limiti dell'articolo 37 del regolamento (UE) 2022/2472.”.

Art. 13

*(Inserimento dell'articolo 10quinquies nella l.r. 17/2016)*

1. Dopo l'articolo 10quater, come inserito dall'articolo 12, è inserito il seguente:

“Art. 10quinquies

*(Aiuti destinati a compensare i costi della prevenzione, del controllo e dell'eradicazione di organismi nocivi ai vegetali e aiuti destinati a compensare i relativi danni)*

1. Al fine di compensare le PMI, operanti sul territorio regionale nel settore della produzione agricola primaria, per i costi della prevenzione, del controllo e dell'eradicazione di organismi nocivi ai vegetali, nonché per le perdite causate dai medesimi, possono essere concessi aiuti fino ad un massimo del 100 per cento dei costi ammissibili, compresi quelli percepiti nell'ambito di altre misure statali o eurounitarie o in virtù di polizze assicurative o fondi di mutualizzazione per i medesimi costi.
2. Gli aiuti di cui al presente articolo sono limitati ai costi e alle perdite causate dagli organismi nocivi ai vegetali di cui l'ufficio servizi fitosanitari regionale o altra struttura regionale competente abbia formalmente riconosciuto la presenza.
3. Gli aiuti relativi alla compensazione delle perdite sono concessi sotto forma di aiuto a fondo perduto. Gli aiuti per compensare i costi della prevenzione, del controllo e dell'eradicazione sono concessi in natura, sotto forma di servizi agevolati che non comportino pagamenti diretti alle PMI beneficiarie, e sono versati ai prestatori dei suddetti servizi, fatta eccezione per gli aiuti relativi ai seguenti costi ammissibili che possono essere concessi direttamente alle suddette PMI beneficiarie sulla base del rimborso dei costi effettivamente sostenuti dalle medesime:
  - a) costi per acquisto, stoccaggio, distribuzione e somministrazione di prodotti fitosanitari;
  - b) costi per distruzione delle piante, comprese quelle morte o distrutte a seguito di misure imposte dalle autorità pubbliche competenti, nonché pulizia, disinfezione o disinfestazione dell'azienda e delle attrezzature.
4. Non sono concessi aiuti individuali ove sia stabilito che la presenza dell'organismo nocivo è stata causata deliberatamente dal beneficiario o è la conseguenza della sua negligenza.
5. I regimi di aiuto relativi a un organismo nocivo ai vegetali sono introdotti e gli aiuti sono versati, rispettivamente, entro tre e quattro anni dalla data in cui sono stati registrati i costi o i danni causati dall'organismo nocivo ai vegetali.
6. Gli aiuti di cui al presente articolo sono concessi ai sensi e nei limiti dell'articolo 26 del regolamento (UE) 2022/2472.”.

Art. 14

*(Sostituzione dell'articolo 11 della l.r. 17/2016)*

1. L'articolo 11 della l.r. 17/2016 è sostituito dal seguente:

“Art. 11

*(Aiuti per il trasferimento di conoscenze e per azioni di informazione nel settore agricolo)*

1. Al fine di garantire il trasferimento di conoscenze nel settore agricolo, possono essere concessi alle PMI, ivi compresi i membri della famiglia rurale, operanti sul territorio regionale nel medesimo settore, aiuti in natura, sotto forma di servizi agevolati che non comportino pagamenti diretti ad eccezione dei costi di cui al comma 2, lettere b) e c), per azioni di formazione professionale e acquisizione di competenze, per attività dimostrative, per la promozione dell'innovazione, per azioni di informazione e per scambi interaziendali di breve durata nonché visite presso altre imprese agricole.
2. Sono considerati ammissibili i seguenti costi:
  - a) spese per l'organizzazione e la gestione di azioni di formazione professionale e per l'acquisizione di competenze, quali corsi di formazione, seminari, conferenze e coaching e azioni di informazione;
  - b) spese di viaggio, soggiorno e diaria dei partecipanti;
  - c) costi di ammortamento relativi agli investimenti effettuati per realizzare progetti dimostrativi proposti in collaborazione con un ente o organismo di ricerca, nella misura e per il periodo in cui i medesimi investimenti sono utilizzati per i progetti.
3. I compensi dei servizi di trasferimento di conoscenze o di informazione sono erogati ai prestatori dei servizi medesimi, i quali devono disporre delle capacità adeguate, in termini di personale qualificato e regolarmente formato per esercitare tali funzioni. I costi per le spese di cui al comma 2, lettere b) e c) possono essere rimborsati direttamente alle PMI beneficiarie.
4. Le attività di cui al comma 1 possono essere prestate anche direttamente dalla Regione o da associazioni di produttori o da altre organizzazioni di categoria. Qualora siano prestate da associazioni di produttori o da altre organizzazioni di categoria, l'appartenenza alle stesse non deve costituire condizione per l'accesso alle attività e gli eventuali contributi dei non soci ai costi amministrativi devono essere limitati ai costi delle attività prestate.

5. Gli aiuti possono essere concessi fino ad un massimo del 100 per cento della spesa ammissibile relativa al servizio agevolato. Nel caso in cui gli aiuti non coprano il 100 per cento della spesa ammissibile, l'importo residuo resta in capo ai beneficiari di cui al comma 1 e nel caso dei progetti dimostrativi l'importo massimo dell'aiuto non può comunque superare 100.000 euro nell'arco di tre esercizi fiscali.
6. Gli aiuti di cui al presente articolo sono concessi ai sensi e nei limiti dell'articolo 21 del regolamento (UE) 2022/2472.”.

Art. 15

*(Sostituzione dell'articolo 12 della l.r. 17/2016)*

1. L'articolo 12 della l.r. 17/2016 è sostituito dal seguente:

“Art. 12

*(Aiuti per servizi di consulenza nel settore agricolo)*

1. Al fine di conseguire il miglioramento delle prestazioni economiche e ambientali, nonché la sostenibilità e la resilienza climatiche dell'azienda o dell'investimento, possono essere concessi alle PMI, operanti sul territorio regionale nel settore agricolo, aiuti in natura, sotto forma di servizi agevolati che non comportino pagamenti diretti, per consulenze relative ad almeno un obiettivo specifico di cui al regolamento (UE) 2021/2115 del Parlamento europeo e del Consiglio, del 2 dicembre 2021, recante norme sul sostegno ai piani strategici che gli Stati membri devono redigere nell'ambito della politica agricola comune (piani strategici della PAC) e finanziati dal Fondo europeo agricolo di garanzia (FEAGA) e dal Fondo europeo agricolo per lo sviluppo rurale (FEASR) e che abroga i regolamenti (UE) n. 1305/2013 e (UE) n. 1307/2013, e attinenti ad almeno uno dei seguenti ambiti:
  - a) gli obblighi derivanti dai criteri di gestione obbligatori e le norme relative alle buone condizioni agronomiche e ambientali di cui al titolo III, capo I, del regolamento (UE) 2021/2115;
  - b) i requisiti stabiliti dagli Stati membri per l'attuazione della direttiva 2000/60/CE del Parlamento europeo e del Consiglio, del 23 ottobre 2000, che istituisce un quadro per l'azione comunitaria in materia di acque, della direttiva 92/43/CEE del Consiglio, del 21 maggio 1992, relativa alla conservazione degli habitat naturali e seminaturali e della flora e della fauna selvatiche, della direttiva 2009/147/CE del Parlamento europeo e del Consiglio, del 30 novembre 2009, concernente la conservazione degli uccelli selvatici, della direttiva 2008/50/CE del Parlamento europeo e del Consiglio, del 21 maggio 2008, relativa alla qualità dell'aria ambiente e per un'aria più pulita in Europa, della direttiva (UE) 2016/2284 del Parlamento europeo e del Consiglio, del 14 dicembre 2016, concernente la riduzione delle emissioni nazionali di determinati inquinanti atmosferici, che modifica la direttiva 2003/35/CE e abroga la direttiva 2001/81/CE, del regolamento (UE) 2016/2031 del Parlamento europeo e del Consiglio del 26 ottobre 2016 relativo alle misure di protezione contro gli organismi nocivi per le piante, che modifica i regolamenti (UE) n. 228/2013, (UE) n. 652/2014 e (UE) n. 1143/2014 del Parlamento europeo e del Consiglio e abroga le direttive 69/464/CEE, 74/647/CEE, 93/85/CEE, 98/57/CE, 2000/29/CE, 2006/91/CE e 2007/33/CE, del regolamento (UE) 2016/429 del Parlamento europeo e del Consiglio, del 9 marzo 2016, relativo alle malattie animali trasmissibili e che modifica e abroga taluni atti in materia di sanità animale («normativa in materia di sanità animale»), dell'articolo 55 del regolamento (CE) n. 1107/2009 del Parlamento europeo e del Consiglio, del 21 ottobre 2009, relativo all'immissione sul mercato dei prodotti fitosanitari e che abroga le direttive del Consiglio 79/117/CEE e 91/414/CEE e della direttiva 2009/128/CE del Parlamento europeo e del Consiglio, del 21 ottobre 2009, che istituisce un quadro per l'azione comunitaria ai fini dell'utilizzo sostenibile dei pesticidi;
  - c) le pratiche aziendali che prevengono lo sviluppo della resistenza antimicrobica, come indicato nella comunicazione “Piano d'azione europeo One Health contro la resistenza antimicrobica”;
  - d) la prevenzione e la gestione dei rischi;
  - e) la modernizzazione, il rafforzamento della competitività, l'integrazione settoriale, l'orientamento al mercato e la promozione dell'imprenditorialità e dell'innovazione, in particolare per la preparazione e l'attuazione dei progetti dei gruppi operativi PEI;
  - f) le tecnologie digitali nell'agricoltura di cui all'articolo 114, lettera b), del regolamento (UE) 2021/2115;
  - g) la gestione sostenibile dei nutrienti, ivi compreso, a partire al più tardi dal 2024, il ricorso a uno strumento di sostenibilità per le aziende agricole relativo ai nutrienti di cui all'articolo 15, paragrafo 4, del regolamento (UE) 2021/2115;
  - h) le condizioni di occupazione e gli obblighi dei datori di lavoro, nonché la salute e la sicurezza sul lavoro e l'assistenza sociale nelle comunità agricole;
  - i) produzione sostenibile di mangimi, valutazione dei mangimi in termini di contenuto di nutrienti e valori dei mangimi, documentazione, pianificazione e controllo dell'alimentazione degli animali d'allevamento in base alle esigenze.
2. Oltre a quanto previsto dal comma 1, la consulenza può riguardare:
  - a) il risparmio di energia sostenibile, l'efficienza energetica e la produzione e l'uso di energie rinnovabili per l'agricoltura;
  - b) l'aumento della biodiversità o delle prestazioni in termini di biodiversità;
  - c) le prestazioni economiche e ambientali dell'impresa agricola, inclusi gli aspetti relativi alla competitività;
  - d) lo sviluppo di filiere corte, l'agricoltura biologica e gli aspetti sanitari delle pratiche zootecniche.

3. I compensi dei servizi di consulenza sono erogati ai prestatori dei servizi medesimi, i quali devono disporre delle capacità adeguate, in termini di personale qualificato e regolarmente formato per esercitare tali funzioni, nonché di esperienza e affidabilità nei settori in cui prestano consulenza.
4. Le attività di cui al comma 1 possono essere prestate anche direttamente dalla Regione o da associazioni di produttori o da altre organizzazioni di categoria. Qualora siano prestate da associazioni di produttori o da altre organizzazioni di categoria, l'appartenenza alle stesse non deve costituire condizione per l'accesso alle attività e gli eventuali contributi dei non soci ai costi amministrativi devono essere limitati ai costi delle attività prestate.
5. L'importo dell'aiuto non supera il 100 per cento dei costi ammissibili fino a un massimo di 25.000 euro, a eccezione di quelli di cui al comma 2, per triennio, per la consulenza fornita dal prestatore del servizio a un unico beneficiario attivo nella produzione agricola primaria.
6. L'importo dell'aiuto non supera il 100 per cento dei costi ammissibili fino a un massimo di 200.000 euro, a eccezione di quelli di cui al comma 2, per triennio, per la consulenza fornita dal prestatore del servizio a un unico beneficiario attivo nella trasformazione e nella commercializzazione di prodotti agricoli.
7. Gli aiuti di cui al presente articolo sono concessi ai sensi e nei limiti dell'articolo 22 del regolamento (UE) 2022/2472.”.

Art. 16

*(Inserimento dell'articolo 12bis nella l.r. 17/2016)*

1. Dopo l'articolo 12, come sostituito dall'articolo 15, è inserito il seguente:

“Art. 12bis

*(Aiuti per servizi di sostituzione nell'impresa agricola)*

1. Alle PMI, operanti sul territorio regionale nel settore della produzione agricola primaria, possono essere concessi aiuti in natura, sotto forma di servizi agevolati che non comportino pagamenti diretti, per la sostituzione dell'agricoltore, di un coadiuvante familiare o di un lavoratore agricolo durante la loro assenza dovuta a malattia, compresa la malattia dei figli e la malattia grave di un convivente con necessità di cure costanti, ai periodi di ferie, al congedo di maternità e congedo parentale, in caso di decesso o nel caso di partecipazione ad attività formative.
2. La durata totale della sostituzione è limitata a tre mesi l'anno per beneficiario, tranne per la sostituzione in caso di congedo di maternità e congedo parentale. Per il congedo di maternità e il congedo parentale la durata della sostituzione è limitata a sei mesi in ciascun caso.
3. I servizi di sostituzione nell'azienda agricola possono essere prestati da associazioni od organizzazioni di produttori, a prescindere dalla loro dimensione. In tal caso, l'appartenenza a tali associazioni od organizzazioni non costituisce una condizione per avere accesso al servizio.
4. Gli aiuti possono essere concessi fino ad un massimo del 100 per cento della spesa ammissibile relativa al servizio agevolato. Nel caso in cui gli aiuti non coprano il 100 per cento della spesa ammissibile, l'importo residuo resta in capo ai beneficiari di cui al comma 1.
5. Gli aiuti di cui al presente articolo sono concessi ai sensi e nei limiti dell'articolo 23 del regolamento (UE) 2022/2472.”.

Art. 17

*(Sostituzione dell'articolo 13 della l.r. 17/2016)*

1. L'articolo 13 della l.r. 17/2016 è sostituito dal seguente:

“Art. 13

*(Aiuti per spese di funzionamento nel settore agricolo)*

1. Al fine di garantire competitività e sostenibilità economica possono essere concessi alle PMI, operanti sul territorio regionale nel settore agricolo, aiuti a fondo perduto per le seguenti spese di funzionamento:
  - a) oneri per la gestione delle strutture di proprietà regionale o di proprietà di società a partecipazione pubblica;
  - b) costi per il trasporto del siero residuo delle lavorazioni lattiero casearie presso appositi centri di smaltimento o lavorazione;
  - c) altri costi di funzionamento legati all'attività di produzione, trasformazione e di commercializzazione di prodotti agricoli.



2. Nel rispetto delle finalità di cui al comma 1, possono inoltre essere concessi, tramite il laboratorio di analisi della struttura regionale competente, aiuti in natura, sotto forma di servizi agevolati, per l'effettuazione di analisi di controllo sul processo di trasformazione dei prodotti agricoli.
3. Gli aiuti di cui ai commi 1 e 2 sono concessi ai sensi e nei limiti dei regolamenti (UE) 2023/2831 e n. 1408/2013, fino ad un massimo del 100 per cento delle spese ammissibili. Nel caso in cui gli aiuti di cui al comma 2 non coprano il 100 per cento della spesa ammissibile relativa al servizio agevolato, l'importo residuo resta in capo ai beneficiari di cui al comma 1.”.

Art. 18

*(Modificazione all'articolo 14 della l.r. 17/2016)*

1. Il comma 2 dell'articolo 14 della l.r. 17/2016 è sostituito dal seguente:

“2. Gli aiuti di cui al presente articolo consistono in mutui a tasso agevolato, nonché aiuti a fondo perduto fino ad un massimo dell'80 per cento delle spese ammissibili e sono concessi ai sensi e nei limiti del regolamento (UE) 2023/2831, in quanto applicabile.”.

Art. 19

*(Modificazione all'articolo 15 della l.r. 17/2016)*

1. Il comma 2 dell'articolo 15 della l.r. 17/2016 è sostituito dal seguente:

“2. Gli aiuti di cui al presente articolo consistono in mutui a tasso agevolato, nonché aiuti a fondo perduto fino ad un massimo dell'80 per cento delle spese ammissibili e sono concessi ai sensi e nei limiti del regolamento (UE) 2023/2831, in quanto applicabile.”.

Art. 20

*(Modificazioni all'articolo 17 della l.r. 17/2016)*

1. Alla lettera c) del comma 1 dell'articolo 17 della l.r. 17/2016, dopo le parole: “e promuovere il settore agricolo e la cultura rurale”, sono aggiunte le seguenti: “, nonché per pubblicazioni destinate a sensibilizzare il grande pubblico in merito ai prodotti agricoli”.
2. Al comma 4 dell'articolo 17 della l.r. 17/2016, le parole: “regolamento (UE) n. 1407/2013” sono sostituite dalle seguenti: “regolamento (UE) 2023/2831”.

Art. 21

*(Inserimento dell'articolo 17bis nella l.r. 17/2016)*

1. Dopo l'articolo 17 della l.r. 17/2016, come modificato dall'articolo 20, è inserito il seguente:

“Art. 17bis

*(Azioni di valorizzazione e promozione del settore dell'acquacoltura)*

1. Al fine di valorizzare e promuovere il settore emergente dell'acquacoltura la Regione può concedere alle PMI, operanti sul territorio regionale nel settore della produzione, trasformazione e commercializzazione dei prodotti dell'acquacoltura, aiuti a fondo perduto o in natura, sotto forma di servizi agevolati che non comportino pagamenti diretti ai beneficiari, per l'organizzazione e la partecipazione a concorsi, fiere, esposizioni e manifestazioni, nonché per altre attività e iniziative finalizzate a valorizzare e promuovere il settore ai sensi e nei limiti del regolamento (UE) n. 717/2014 della Commissione, del 27 giugno 2014, relativo all'applicazione degli articoli 107 e 108 del trattato sul funzionamento dell'Unione europea agli aiuti “de minimis” nel settore della pesca e dell'acquacoltura, pubblicato nella Gazzetta ufficiale dell'Unione europea n. L 190 del 28 giugno 2014 e del regolamento (UE) 2023/2831, fino ad un massimo del 100 per cento della spesa ammissibile.”.

Art. 22

*(Modificazioni all'articolo 18 della l.r. 17/2016)*

1. All'articolo 18 della l.r. 17/2016, sono apportate le seguenti modificazioni:

- a) il comma 1 è sostituito dal seguente:

“1. Al fine di incentivare lo sviluppo delle infrastrutture funzionali al settore agricolo e di garantire la stabilità idrogeologica dei terreni agricoli nonché un miglior approvvigionamento ed efficientamento nell'utilizzo della risorsa idrica, possono essere concessi ai consorzi di miglioramento fondiario costituiti ai sensi del r.d. 215/1933 aiuti a fondo

perduto fino ad un massimo del 90 per cento delle spese ammissibili, aiuti sotto forma di mutui a tasso agevolato o aiuti nella formula mista aiuti a fondo perduto e mutui a tasso agevolato, fino ad un massimo del 100 per cento delle spese ammissibili, per la realizzazione delle seguenti iniziative di tipo infrastrutturale a valenza comprensoriale, ivi comprese le relative manutenzioni straordinarie e gli oneri progettuali sostenuti per la realizzazione delle medesime:

- a) studio preliminare, elaborazione e realizzazione di piani di riordino fondiario;
- b) interventi di miglioramento della viabilità rurale;
- c) interventi di sistemazione e messa a coltura del terreno;
- d) interventi di elettrificazione rurale;
- e) interventi di adeguamento della rete di gestione idrica e di realizzazione di bacini di accumulo.”;

b) dopo il comma 1, come sostituito dalla lettera a), è inserito il seguente:

“1bis. Al fine di agevolare la partecipazione dei consorzi di miglioramento fondiario costituiti ai sensi del r.d. 215/1933 a bandi e programmi nazionali, oggetto di eventuale cofinanziamento europeo, per il finanziamento delle iniziative di adeguamento della rete di gestione idrica e di realizzazione di bacini di accumulo, possono essere concessi ai medesimi consorzi aiuti a fondo perduto fino ad un massimo del 100 per cento delle spese ammissibili per il pagamento degli oneri progettuali sostenuti al fine di realizzare il livello progettuale minimo richiesto, a prescindere dal successivo effettivo finanziamento degli interventi.”.

#### Art. 23

*(Modificazione all'articolo 19 della l.r. 17/2016)*

1. La lettera a) del comma 1 dell'articolo 19 della l.r. 17/2016 è sostituita dalla seguente:

“a) all'ampliamento dei confini territoriali legato alla fusione e alla fusione per incorporazione o a operazioni di allargamento del comprensorio;”.

#### Art. 24

*(Modificazioni all'articolo 20 della l.r. 17/2016)*

1. All'articolo 20 della l.r. 17/2016, sono apportate le seguenti modificazioni:

a) dopo il comma 3, è aggiunto il seguente:

“3bis. Al fine della corretta determinazione degli aiuti di cui agli articoli 18, commi 1 e 2, e 19, commi 1, lettera b), e 2, le relative domande di finanziamento devono essere corredate di una dichiarazione, redatta secondo apposito modello approvato con la deliberazione della Giunta regionale di cui all'articolo 31, circa l'eventuale gestione, da parte dei richiedenti, di centraline idroelettriche per la produzione, il consumo e la vendita di energia elettrica o la concessione in uso a titolo oneroso a terzi delle medesime o di altre infrastrutture. L'obbligo dichiarativo di cui al precedente periodo non sussiste, in caso di richieste successive alla prima, qualora non siano intervenute modifiche concernenti la gestione, da parte dei richiedenti, di centraline idroelettriche per la produzione, il consumo e la vendita di energia elettrica o la concessione in uso a titolo oneroso a terzi delle medesime o di altre infrastrutture.”;

b) al comma 4, dopo le parole: “10ter,”, sono aggiunte le seguenti: “10quater, 10quinquies,”;

c) al comma 5 è aggiunto, in fine, il seguente periodo:

“L'approvazione della graduatoria per il finanziamento degli oneri progettuali di cui all'articolo 18, comma 1bis, è effettuata sulla base di una previa valutazione circa la fattibilità tecnica e agronomica delle proposte progettuali da parte di un'apposita commissione, la cui attività è disciplinata dalla deliberazione della Giunta regionale di cui all'articolo 31, costituita dai seguenti componenti, cui non spettano compensi, gettoni di presenza, rimborsi spese o altri emolumenti comunque denominati:

- a) il dirigente della struttura regionale competente in materia di consorzi di miglioramento fondiario, che la presiede direttamente o tramite un suo delegato e un dipendente di categoria D della medesima struttura;
- b) il dirigente della struttura regionale competente in materia di sistemazioni montane o un suo delegato;
- c) il Coordinatore del dipartimento regionale competente in materia di risorse idriche e territorio o un suo delegato;
- d) il dirigente della struttura regionale competente in materia di demanio idrico o un suo delegato;
- e) il Coordinatore del dipartimento regionale competente in materia di ambiente o un suo delegato;
- f) eventuali altri componenti, individuati con la deliberazione della Giunta regionale di cui all'articolo 31.”.

Art. 25  
(Modificazioni all'articolo 21 della l.r. 17/2016)

1. All'articolo 21 della l.r. 17/2016, sono apportate le seguenti modificazioni:

- a) al comma 2, le parole: “lettere a), d) ed e)” sono sostituite dalle seguenti: “d) ed e”;
- b) dopo il comma 6, è inserito il seguente:

“6bis. La Giunta regionale, su richiesta motivata del beneficiario, qualora sopravvengano gravi e comprovati motivi o cause oggettive di forza maggiore, può autorizzare, con propria deliberazione, la rinegoziazione del mutuo. L'eventuale autorizzazione è comunicata, oltre che al beneficiario, a FINAOSTA S.p.A. la quale, previa valutazione del merito creditizio della parte mutuataria e dell'adeguatezza delle garanzie in essere, può modificare, anche in deroga alle condizioni previste dalla presente legge, le condizioni di rimborso del capitale residuo del mutuo in essere alla data della rinegoziazione, maggiorato della quota capitale delle rate eventualmente scadute alla medesima data, salvo il pagamento della relativa quota interessi e degli eventuali interessi di mora, nonché variare le altre condizioni contrattuali applicate al medesimo mutuo, ad eccezione del tasso di interesse la cui variazione in aumento può essere eventualmente prevista unicamente al fine di consentire al richiedente di beneficiare della rinegoziazione del mutuo.”;

- c) dopo il comma 6bis, come inserito dalla lettera b), è inserito il seguente:

“6ter. La rinegoziazione di cui al comma 6bis comporta l'applicazione a carico del beneficiario delle spese di istruttoria e dei costi per gli eventuali adempimenti notarili necessari alla modificazione del contratto originario.”.

Art. 26  
(Modificazioni all'articolo 23 della l.r. 17/2016)

1. All'articolo 23 della l.r. 17/2016, sono apportate le seguenti modificazioni:

- a) al comma 2 è aggiunto, in fine, il seguente periodo: “Una revoca in misura proporzionale può, inoltre, essere disposta, in caso di investimenti plurimi, qualora nei casi di cui al comma 1, lettere a), b) e d), o nei casi di violazione dei vincoli e i divieti di cui all'articolo 21, comma 1, lettere c) ed e), la violazione riguardi solo una parte dei beni oggetto del finanziamento.”;
- b) al capoverso del comma 3, dopo le parole: “La revoca”, sono inserite le seguenti: “, anche in misura proporzionale,”;
- c) al comma 7 sono aggiunte, in fine, le seguenti parole: “, laddove applicabile. In caso di mancato ripristino del vincolo, è disposta la revoca totale dell'aiuto, con le modalità previste dalla medesima deliberazione.”;
- d) dopo il comma 10, è aggiunto il seguente:

“10bis. Qualora le iniziative di adeguamento della rete di gestione idrica e di realizzazione di bacini di accumulo, per le quali sono stati concessi gli aiuti di cui all'articolo 18, comma 1bis, siano oggetto di finanziamento nell'ambito di bandi e programmi statali, gli aiuti regionali per il pagamento dei relativi oneri progettuali sono oggetto di revoca, in relazione all'ammontare degli aiuti percepiti a livello statale per le medesime voci di spesa, secondo le modalità stabilite con la deliberazione della Giunta regionale di cui all'articolo 31.”.

Art. 27  
(Modificazione all'articolo 26 della l.r. 17/2016)

1. Al comma 2 dell'articolo 26 della l.r. 17/2016, le parole: “e, in caso di leasing, da parte della società di leasing,” sono soppresse.

Art. 28  
(Modificazioni all'articolo 28 della l.r. 17/2016)

1. All'articolo 28 della l.r. 17/2016, sono apportate le seguenti modificazioni:

- a) il secondo periodo della lettera b) del comma 1 è sostituito dal seguente: “In tale periodo, il beneficiario è tenuto a corrispondere le rate nel rispetto delle scadenze stabilite nel contratto, comprensive di interessi, calcolati secondo le modalità di cui all'articolo 29, e di capitale.”;
- b) dopo il comma 1, come modificato dalla lettera a), è inserito il seguente:

“1bis. Le rate di preammortamento e ammortamento del mutuo possono avere periodicità mensile, trimestrale o semestrale.”;

- c) al comma 2, è aggiunto, in fine, il seguente periodo: “Il termine di dodici mesi, su richiesta motivata del beneficiario, può

essere prorogato con provvedimento del dirigente della struttura competente.”.

Art. 29

*(Modificazioni all'articolo 29 della l.r. 17/2016)*

1. All'articolo 29 della l.r. 17/2016, sono apportate le seguenti modificazioni:
  - a) al comma 2, le parole: “pari al 20 per cento della spesa ammissibile” sono sostituite dalle seguenti: “pari al 40 per cento della spesa ammissibile e che, in caso di cumulo con aiuti a fondo perduto previsti dalla presente legge sulle medesime spese ammissibili, il beneficio complessivo non sia superiore alle intensità massime d'aiuto previste nei singoli articoli di riferimento”;
  - b) il comma 3 è sostituito dal seguente:

“3. Qualora l'investimento sia oggetto di aiuto a fondo perduto nell'ambito del complemento regionale per lo sviluppo rurale di cui all'articolo 2, comma 2, l'eventuale aiuto integrativo sotto forma di mutuo a tasso agevolato ai sensi della presente legge deve possedere un'equivalente sovvenzione lorda non superiore all'intensità massima d'aiuto di cui al comma 2 e il beneficio complessivo non può comunque essere superiore alle intensità massime d'aiuto previste dal Piano strategico nazionale della PAC 2023-2027.”.

Art. 30

*(Modificazioni all'articolo 31 della l.r. 17/2016)*

1. Al comma 1 dell'articolo 31 della l.r. 17/2016, sono apportate le seguenti modificazioni:
  - a) dopo la lettera a) è inserita la seguente:

“abis) i criteri per la determinazione dell'entità della spesa ammissibile per gli aiuti di cui agli articoli 18, commi 1 e 2, e 19, commi 1, lettera b), e 2, qualora i soggetti richiedenti ricadano nelle casistiche di cui all'articolo 20, comma 3bis;”;
  - b) la lettera c) è sostituita dalla seguente:

“c) le eventuali altre condizioni previste dal regolamento (UE) 2022/2472, con riferimento alla concessione degli aiuti di cui agli articoli 5, 6, 8, 9, 10, 10bis, 10quater, 10quinques, 11, 12, 12bis e 17, comma 1, lettera c), limitatamente agli aiuti concessi in favore dei beneficiari di cui all'articolo 17, comma 2, lettera b), e dal regolamento (UE) 2022/2473, con riferimento alla concessione degli aiuti di cui agli articoli 7, commi da 1 a 5, e 7bis;”;
  - c) alla lettera f), dopo le parole: “commi 3 e 5” sono inserite le seguenti: “, le modalità di applicazione della revoca nel caso di mancato ripristino del vincolo di cui al comma 7 del medesimo articolo, nonché le modalità di revoca degli aiuti di cui all'articolo 18, comma 1bis, nei casi previsti dall'articolo 23, comma 10bis”;
  - d) dopo la lettera f), come modificata dalla lettera c), è inserita la seguente:

“fbis) il funzionamento e le attività della commissione di cui all'articolo 20, comma 5, nonché gli eventuali ulteriori componenti della medesima;”.

Art. 31

*(Modificazione all'articolo 6 della legge regionale 1° agosto 2022, n. 19)*

1. Al primo periodo del comma 3 dell'articolo 6 della legge regionale 1° agosto 2022, n. 19 (Norme in materia di consorzierie e di altre forme di dominio collettivo. Abrogazione della legge regionale 5 aprile 1973, n. 14), sono aggiunte, in fine, le seguenti parole: “, anche mediante la concessione alle medesime Consorzierie, che concludono l'iter di registrazione e i conseguenti adempimenti catastali previsti dall'articolo 7, di un aiuto una tantum a fondo perduto pari a 1.000 euro per le spese propedeutiche sostenute al fine di ottenere tale registrazione”.

Art. 32

*(Disposizioni transitorie)*

1. Le domande per la concessione di mutui a tasso agevolato di cui agli articoli 5 e 6 della l.r. 17/2016, come modificati dagli articoli 4 e 5 della presente legge, presentate prima del 30 giugno 2023 e non ancora finanziate alla data di entrata in vigore della presente legge, sono finanziate ai sensi dei medesimi articoli in via prioritaria rispetto alle nuove domande di aiuto.
2. Gli aiuti per la monticazione dei capi bovini negli alpeggi condotti direttamente o da terzi di cui all'articolo 9, comma 6bis, della l.r. 17/2016 sono concessi, a partire dal 1° gennaio 2023, ai sensi dei nuovi orientamenti per gli aiuti di Stato nei settori agricolo e forestale e nelle zone rurali, pubblicati nella Gazzetta ufficiale dell'Unione europea n. C 485 del 21 dicembre 2022, come previsto dalla deliberazione della Giunta regionale 15 maggio 2023, n. 508 (Revisione dei criteri applicativi per

la concessione degli aiuti alla monticazione dei capi bovini negli alpeggi condotti direttamente o da terzi di cui all'articolo 9, comma 6bis della l.r. 17/2016, approvati con DGR 222/2020 e 454/2021, in adeguamento ai nuovi orientamenti per gli aiuti di Stato nei settori agricolo e forestale e nelle zone rurali).

3. Le domande di aiuto per le opere di miglioramento fondiario e le istanze di completamento del riordino fondiario di cui all'articolo 32, comma 4, della l.r. 17/2016, che non risultano finanziate ai sensi del medesimo comma alla data di entrata in vigore della presente legge, sono finanziate ai sensi dell'articolo 18, commi 1 e 3, della l.r. 17/2016, come modificato dall'articolo 22 della presente legge, previa presentazione di una nuova istanza di finanziamento.
4. Nelle more della revisione organica della legge regionale 26 marzo 1993, n. 17 (Istituzione dell'anagrafe del bestiame e delle aziende di allevamento), in attuazione del decreto legislativo 5 agosto 2022, n. 134 (Disposizioni in materia di sistema di identificazione e registrazione degli operatori, degli stabilimenti e degli animali per l'adeguamento della normativa nazionale alle disposizioni del regolamento (UE) 2016/429, ai sensi dell'articolo 14, comma 2, lettere a), b), g), h), i) e p), della legge 22 aprile 2021, n. 53), la registrazione delle nascite, dei decessi, dei movimenti in entrata e in uscita dei capi di bestiame nella Banca dati informatizzata nazionale (BDN), istituita ai sensi del decreto legislativo 22 maggio 1999, n. 196 (Attuazione della direttiva 97/12/CE che modifica e aggiorna la direttiva 64/432/CEE relativa ai problemi di polizia sanitaria in materia di scambi intracomunitari di animali delle specie bovina e suina), è effettuata direttamente dall'operatore zootecnico o tramite i soggetti individuati dall'articolo 3, comma 1, della l.r. 17/1993.

#### Art. 33

##### *(Disposizioni di coordinamento)*

1. Le espressioni: “regolamento (UE) n. 702/2014 della Commissione, del 25 giugno 2014, che dichiara compatibili con il mercato interno, in applicazione degli articoli 107 e 108 del trattato sul funzionamento dell'Unione europea, alcune categorie di aiuti nei settori agricolo e forestale e nelle zone rurali e che abroga il regolamento della Commissione (CE) n. 1857/2006, pubblicato nella Gazzetta ufficiale dell'Unione europea n. L 193 del 1° luglio 2014”, ovunque ricorrano nella l.r. 17/2016, sono sostituite dalle seguenti: “regolamento (UE) 2022/2472 della Commissione, del 14 dicembre 2022, che dichiara compatibili con il mercato interno, in applicazione degli articoli 107 e 108 del trattato sul funzionamento dell'Unione europea, alcune categorie di aiuti nei settori agricolo e forestale e nelle zone rurali, pubblicato nella Gazzetta ufficiale dell'Unione europea n. L 327 del 21 dicembre 2022”.
2. Le espressioni: “regolamento (UE) n. 702/2014”, ovunque ricorrano nella l.r. 17/2016, sono sostituite dalle seguenti: “regolamento (UE) 2022/2472”.
3. Le espressioni: “consorterie riconosciute ai sensi della legge regionale 5 aprile 1973, n. 14 (Norme riguardanti le Consorterie della Valle d'Aosta)”, ovunque ricorrano nella l.r. 17/2016, sono sostituite dalle seguenti: “consorterie già riconosciute ai sensi della legge regionale 5 aprile 1973, n. 14 (Norme riguardanti le Consorterie della Valle d'Aosta), o registrate ai sensi dell'articolo 6 della legge regionale 1° agosto 2022, n. 19 (Norme in materia di consorterie e di altre forme di dominio collettivo. Abrogazione della legge regionale 5 aprile 1973, n. 14)”.
4. Le espressioni: “consorterie riconosciute ai sensi della l.r. 14/1973”, ovunque ricorrano nella l.r. 17/2016, sono sostituite dalle seguenti: “consorterie già riconosciute ai sensi della l.r. 14/1973, o registrate ai sensi dell'articolo 6 della l.r. 19/2022”.

#### Art. 34

##### *(Abrogazioni)*

1. Sono abrogate le seguenti disposizioni della l.r. 17/2016:
  - a) il comma 6 dell'articolo 5;
  - b) il comma 5 dell'articolo 6;
  - c) la lettera c) del comma 1 e il comma 6 dell'articolo 9;
  - d) il comma 5 dell'articolo 17;
  - e) il comma 4 dell'articolo 29;
  - f) la lettera e) del comma 1 dell'articolo 31.

#### Art. 35

##### *(Disposizioni finanziarie)*

1. L'onere complessivo derivante dall'applicazione della presente legge è determinato in euro 4.445.000 per il 2024 e annui euro 4.475.000 a decorrere dal 2025.
2. L'onere di cui al comma 1, fa carico allo stato di previsione della spesa del bilancio di previsione della Regione per il triennio 2024/2026 nella Missione 16 (Agricoltura, politiche agroalimentari e pesca), Programma 01 (Sviluppo del settore agricolo e del sistema agroalimentare):

- a) nel Titolo 1 (Spese correnti) per euro 1.440.000 nel 2024 e annui euro 1.470.000 a decorrere dal 2025;
  - b) nel Titolo 2 (Spese in conto capitale) per annui euro 3.005.000 a decorrere dal 2024.
3. Al finanziamento dell'onere di cui al comma 1 si provvede mediante le risorse iscritte:
- a) per euro 3.000.000, per ciascuna annualità del triennio 2024/2026, nella Missione 20 (Fondi e accantonamenti), Programma 03 (Altri fondi), Titolo 2 (Spese in conto capitale);
  - b) per euro 1.445.000 nel 2024 e annui euro 1.475.000 per il 2025 e 2026 nella Missione 16 (Agricoltura, politiche agroalimentari e pesca), Programma 01 (Sviluppo del settore agricolo e del sistema agroalimentare), Titolo 1 (Spese correnti).
4. In conseguenza dell'applicazione della presente legge, l'autorizzazione di spesa prevista nell'allegato 1 della legge regionale 19 dicembre 2023, n. 25 (Disposizioni per la formazione del bilancio annuale e pluriennale della Regione autonoma Valle d'Aosta/ Vallée d'Aoste (Legge di stabilità regionale per il triennio 2024/2026). Modificazioni di leggi regionali), con riferimento alla l.r. 17/2016 è incrementata di euro 3.000.000 per ciascun anno del triennio 2024/2026.
5. A decorrere dal 2027, l'onere può essere rideterminato con legge di bilancio, ai sensi dell'articolo 38, comma 1, del decreto legislativo 23 giugno 2011, n. 118 (Disposizioni in materia di armonizzazione dei sistemi contabili e degli schemi di bilancio delle Regioni, degli enti locali e dei loro organismi, a norma degli articoli 1 e 2 della legge 5 maggio 2009, n. 42).
6. Gli interventi di cui agli articoli 4, comma 1, lettera j), limitatamente agli investimenti per il ripristino del potenziale produttivo e agli investimenti preventivi, 7, 10, 12, 13, 18 e 19 non comportano oneri nel triennio 2024/2026 e possono essere attivati mediante apposita autorizzazione legislativa che ne determini gli oneri e la copertura.
7. Per l'applicazione della presente legge, la Giunta regionale è autorizzata ad apportare, con propria deliberazione, le occorrenti variazioni contabili.

Art. 36  
(Dichiarazione d'urgenza)

1. La presente legge è dichiarata urgente ai sensi dell'articolo 31, comma terzo, dello Statuto speciale per la Valle d'Aosta ed entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel Bollettino ufficiale della Regione.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione autonoma Valle d'Aosta/Vallée d'Aoste.

Aosta, 29 gennaio 2024

Il Presidente  
Renzo TESTOLIN

N.d.R.: Il testo francese della legge regionale 29 gennaio 2024, n. 1, sarà pubblicato successivamente.

**LAVORI PREPARATORI**

- Disegno di legge n. 132;
- di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 1539 del 22/12/2023);
  - Presentato al Consiglio regionale in data 02/01/2024;
  - Assegnato alla III<sup>a</sup> Commissione consiliare permanente in data 04/01/2024;
  - Assegnato alla Commissione Affari generali, per il parere di compatibilità del progetto di legge con i bilanci della Regione, in data 04/01/2024;
  - Acquisito il parere di compatibilità finanziaria della Commissione Affari generali espresso in data 22/01/2024;
  - Acquisito il parere della III<sup>a</sup> Commissione consiliare permanente espresso in data 22/01/2024, su nuovo testo e relazione del Consigliere JORDAN;
  - Approvato dal Consiglio regionale nella seduta del 25/01/2024 con deliberazione n. 3176/XVI;
  - L'articolo relativo all'urgenza è approvato con la maggioranza prescritta dal terzo comma dell'articolo 31 del-

**TRAVAUX PREPARATOIRES**

- Projet de loi n. 132;
- à l'initiative du Gouvernement Régional (délibération n. 1539 du 22/12/2023);
  - présenté au Conseil régional en date du 02/01/2024;
  - soumis à la III<sup>e</sup> Commission permanente du Conseil en date du 04/01/2024;
  - soumis à la Commission des affaires générales aux fins de l'avis de compatibilité du projet de loi et des budgets de la Région, en date du 04/01/2024;
  - examiné par la Commission des Affaires générales qui a exprimé son avis de compatibilité avec les budgets de la Région en date du 22/01/2024;
  - examiné par la III<sup>e</sup> Commission permanente du Conseil qui a exprimé son avis en date du 22/01/2024, - nouveau texte de la Commission et rapport du Conseiller JORDAN;
  - approuvé par le Conseil régional lors de la séance du 25/01/2024 délibération n. 3176/XVI;

lo Statuto speciale per la Valle d'Aosta;  
- Trasmesso al Presidente della Regione in data  
26/01/2024;

- L'article concernant l'urgence est approuvé avec la ma-  
jorité prévue par le troisième alinéa de l'article 31 du  
Statut spécial pour la Vallée d'Aoste;  
- transmis au Président de la Région en date du 26/01/2024;

## Legge regionale 29 gennaio 2024, n. 2.

### Disposizioni organizzative urgenti in materia di centralizzazione delle funzioni di committenza e altre disposizioni in materia di contratti pubblici.

#### IL CONSIGLIO REGIONALE

ha approvato;

#### IL PRESIDENTE DELLA REGIONE

promulga

la seguente legge:

#### Art. 1

*(Oggetto e finalità)*

1. La presente legge reca disposizioni urgenti in materia di organizzazione, nel territorio regionale, della centralizzazione delle funzioni di committenza dei contratti pubblici di lavori, servizi e forniture, di monitoraggio della gestione del ciclo di vita dei contratti stessi, di elenco prezzi per l'esecuzione di lavori pubblici e di adempimento agli obblighi informativi e di pubblicità in armonia con il decreto legislativo 31 marzo 2023, n. 36 (Codice dei contratti pubblici in attuazione dell'articolo 1 della legge 21 giugno 2022, n. 78, recante delega al governo in materia di contratti pubblici).

#### Art. 2

*(Disposizioni in materia di centralizzazione delle funzioni di committenza e di contratti pubblici)*

1. Ai fini dell'applicazione dell'articolo 62 del d.lgs. 36/2023 gli enti locali e le loro forme associative si avvalgono, con le modalità di cui al comma 5, della società INVA S.p.A individuata dall'articolo 12, comma 1, della legge regionale 19 dicembre 2014, n. 13 (Legge finanziaria per gli anni 2015/2017), quale centrale unica di committenza istituita ai sensi dell'articolo 1, comma 455, della legge 27 dicembre 2006, n. 296 (Legge finanziaria 2007), per l'acquisizione di forniture e servizi di importo superiore:
  - a) alla soglia di cui all'articolo 62, comma 1, del d.lgs. 36/2023, qualora l'ente non sia qualificato ai sensi dell'articolo 63 del d.lgs. 36/2023;
  - b) alla fascia di qualificazione posseduta, qualora l'ente sia qualificato ai sensi dell'articolo 63 del d.lgs. 36/2023.
2. Per le medesime finalità di cui al comma 1, gli enti locali e le loro forme associative si avvalgono, con le modalità di cui al comma 5, della Regione per il tramite della stazione unica appaltante regionale (SUA VdA), istituita ai sensi dell'articolo 13 della l.r. 13/2014, in qualità di centrale di committenza, per l'affidamento di contratti di lavori e per l'acquisizione di servizi di architettura e ingegneria di importo superiore:
  - a) alla soglia di cui all'articolo 62, comma 1, del d.lgs. 36/2023, qualora l'ente non sia qualificato ai sensi dell'articolo 63 del d.lgs. 36/2023;
  - b) alla fascia di qualificazione posseduta, qualora l'ente sia qualificato ai sensi dell'articolo 63 del d.lgs. 36/2023.
3. Fermo restando quanto previsto dal comma 2, gli enti locali e le loro forme associative, quando procedono direttamente e autonomamente all'affidamento di contratti di lavori mediante procedure negoziate senza bando ai sensi dell'articolo 50, comma 1, lettere c) e d), del d.lgs. 36/2023, individuano gli operatori economici da invitare tramite l'elenco regionale degli operatori economici costituito presso la SUA VdA, nel rispetto di quanto previsto dal comma 7.
4. Gli enti locali e le loro forme associative, qualificati ai sensi degli articoli 62 e 63 del d.lgs. 36/2023, possono avvalersi della società INVA S.p.A. e della SUA VdA per l'acquisizione di servizi e forniture e per l'affidamento di lavori per importi pari o inferiori a quelli di qualificazione posseduta e superiori a quelli previsti dalla normativa statale vigente per l'affidamento diretto.
5. I rapporti tra gli enti locali e le loro forme associative e la società INVA S.p.A. e la SUA VdA sono disciplinati da apposite convenzioni redatte sulla base di uno schema- tipo approvato con deliberazione della Giunta regionale d'intesa con il Consi-

- glio permanente degli enti locali (CPEL), nel rispetto di quanto previsto dal comma 7.
6. Con riferimento agli affidamenti di competenza delle strutture regionali, la Giunta regionale disciplina, con propria deliberazione da pubblicare nel Bollettino ufficiale della Regione e nel sito istituzionale della Regione, previo parere della commissione consiliare competente e sentita la Consulta regionale per i contratti pubblici di lavori, servizi e forniture, di cui all'articolo 4:
    - a) le modalità di centralizzazione delle funzioni di committenza, per importi superiori alla soglia stabilita dalla normativa statale vigente per l'affidamento diretto, tramite INVA S.p.A. e SUA VdA per l'acquisizione di forniture e servizi, compresi i servizi di architettura e ingegneria, e per l'affidamento di lavori;
    - b) le modalità di gestione degli affidamenti diretti, nel rispetto dei principi di cui al titolo I della parte I del libro I del d.lgs. 36/2023, e di verifica dei requisiti ai sensi dell'articolo 52 del medesimo d.lgs. 36/2023;
    - c) ogni altro eventuale aspetto organizzativo, di funzionamento e procedimentale relativo alle procedure di competenza delle strutture regionali.
  7. Con la medesima deliberazione di cui al comma 6, sono altresì disciplinati in riferimento alle centrali di committenza regionali di cui ai commi 1 e 2:
    - a) le regole di funzionamento e le disposizioni organizzative e procedurali;
    - b) le modalità di conduzione delle indagini di mercato nel rispetto del principio di rotazione degli affidamenti;
    - c) le modalità di costituzione, utilizzo e revisione degli elenchi di operatori economici, distinti per categorie e fasce di importo;
    - d) i criteri di scelta dei soggetti da invitare a presentare offerta a seguito di indagine di mercato o mediante l'utilizzo degli elenchi di operatori economici propri o di quelli presenti nel mercato elettronico delle pubbliche amministrazioni o in altri strumenti similari gestiti dalle centrali di committenza.
  8. Gli enti pubblici dipendenti dalla Regione e dagli enti locali e loro forme associative, le società da questi controllate direttamente o indirettamente, le associazioni, le fondazioni e i consorzi, comunque denominati, da essi costituiti nonché l'Azienda USL Valle d'Aosta e le istituzioni scolastiche presenti nel territorio regionale, possono avvalersi, previa sottoscrizione di apposita convenzione redatta sulla base di uno schema-tipo approvato con deliberazione della Giunta regionale, della società INVA S.p.A. e della SUA VdA per l'acquisizione di servizi e forniture e per l'affidamento di lavori di importo superiore:
    - a) alla soglia di cui all'articolo 62, comma 1, del d.lgs. 36/2023, qualora l'ente non sia qualificato ai sensi dell'articolo 63 del d.lgs. 36/2023;
    - b) alla fascia di qualificazione posseduta, qualora l'ente sia qualificato ai sensi dell'articolo 63 del d.lgs. 36/2023.
  9. Gli enti di cui al comma 8, quando procedono direttamente e autonomamente all'affidamento di contratti di lavori mediante procedure negoziate senza bando ai sensi dell'articolo 50, comma 1, lettere c) e d), del d.lgs. 36/2023, possono individuare gli operatori economici da invitare tramite l'elenco regionale degli operatori economici costituito presso la SUA VdA, nel rispetto di quanto previsto dal comma 7.

### Art. 3

*(Disposizioni in materia di obblighi informativi e di pubblicità del ciclo di vita dei contratti pubblici)*

1. Al fine di assicurare il rispetto delle disposizioni di cui alla parte II del libro I del d.lgs. 36/2023, la Regione individua nella piattaforma regionale di approvvigionamento digitale, costituita, ai sensi all'articolo 25 del d.lgs. 36/2023, dall'insieme dei servizi e dei sistemi informatici sviluppati, gestiti, mantenuti o messi a disposizione dalla società INVA S.p.A. per la gestione del ciclo di vita dei contratti pubblici, il nodo regionale a supporto delle stazioni appaltanti e degli enti concedenti che operano nel territorio regionale, interconnesso tramite cooperazione applicativa con la Banca dati nazionale dei contratti pubblici (BDNCP) presso l'Autorità nazionale anticorruzione (ANAC). Le modalità di coordinamento delle attività del nodo regionale sono disciplinate con deliberazione della Giunta regionale.
2. Al fine di assolvere agli obblighi informativi e di pubblicità del ciclo di vita dei contratti pubblici, di cui all'articolo 28 del d.lgs. 36/2023, gli enti locali e le loro forme associative si avvalgono della piattaforma regionale di approvvigionamento digitale di cui al comma 1, anche mediante cooperazione applicativa con sistemi informatici propri, con le modalità definite con deliberazione della Giunta regionale d'intesa con il CPEL. Le stazioni appaltanti e gli enti concedenti che operano nel territorio regionale diversi da quelli di cui al primo periodo possono avvalersi della piattaforma regionale di approvvigionamento digitale di cui al comma 1, anche mediante cooperazione applicativa con sistemi informatici propri, con le modalità definite con deliberazione della Giunta regionale.

### Art. 4

*(Consulta regionale per i contratti pubblici di lavori, servizi e forniture)*

1. Con decreto del Presidente della Regione è istituita, presso l'assessorato regionale competente in materia di opere pubbliche,



la Consulta regionale per i contratti pubblici di lavori, servizi e forniture, di seguito denominata Consulta, quale organo di consulenza tecnico-amministrativa in materia di contratti pubblici di competenza della Regione o di interesse regionale e degli enti locali e loro forme associative.

2. La Consulta resta in carica sino alla scadenza della legislatura nel corso della quale è stata istituita ed è composta:
  - a) da un dirigente di primo livello per ogni assessorato regionale e della Presidenza della Regione, o suo delegato;
  - b) dal dirigente della SUA VdA, o suo delegato;
  - c) dal dirigente responsabile della direzione della Centrale unica di committenza INVA S.p.A., o suo delegato;
  - d) dall'Ufficiale rogante della Regione, o suo delegato;
  - e) dal dirigente dell'Avvocatura regionale, o suo delegato;
  - f) da un rappresentante degli enti locali designato dal CPEL, o suo delegato;
  - g) da un rappresentante designato dalla Camera valdostana delle imprese e delle professioni/Chambre valdôtaine des entreprises et des activités libérales, o suo delegato;
  - h) da un rappresentante designato d'intesa dai collegi professionali, o suo delegato;
  - i) da un rappresentante designato d'intesa dagli ordini professionali, o suo delegato;
  - j) da due rappresentanti designati d'intesa dalle associazioni di categoria maggiormente rappresentative degli operatori economici operanti nel settore edile, o loro delegati;
  - k) da due rappresentanti designati d'intesa dalle associazioni di categoria maggiormente rappresentative delle imprese operanti nel settore dei servizi e delle forniture, o loro delegati;
  - l) da due rappresentanti designati d'intesa tra le associazioni sindacali maggiormente rappresentative dei lavoratori dei settori di cui alle lettere j) e k), o loro delegati.
3. La presidenza della Consulta spetta al dirigente di cui al comma 2, lettera a), individuato nell'ambito dell'assessorato regionale competente in materia di lavori pubblici, o un suo delegato. Le deliberazioni della Consulta sono assunte con la presenza di almeno la metà dei suoi componenti e con il voto favorevole della maggioranza dei presenti; in caso di parità, prevale il voto del presidente. Le ulteriori modalità di funzionamento della Consulta sono stabilite nel regolamento interno di organizzazione, adottato dalla Consulta medesima, a maggioranza dei due terzi dei suoi componenti.
4. Spetta alla Consulta:
  - a) monitorare, sulla base delle segnalazioni delle strutture regionali e degli enti locali e loro forme associative e dei componenti della Consulta stessa, le criticità connesse alla gestione del ciclo di vita dei contratti pubblici e ogni altro aspetto concernente l'applicazione della normativa in materia di contratti pubblici;
  - b) supportare i competenti organi della Regione, alla luce del monitoraggio di cui alla lettera a), nel definire le esigenze e le priorità di intervento nel settore dei contratti pubblici, avanzando proposte sulle politiche regionali afferenti alla materia dei contratti pubblici;
  - c) esprimere pareri su argomenti relativi alla materia dei contratti pubblici in relazione ai quali sia avanzata espressa richiesta da parte della Giunta regionale o del Consiglio regionale;
  - d) proporre i principi e la metodologia di elaborazione e di aggiornamento periodico dell'elenco prezzi di cui all'articolo 5;
  - e) monitorare e analizzare i dati relativi agli affidamenti e alla gestione dei contratti pubblici al fine di individuare elementi di miglioramento delle fasi di realizzazione dei contratti pubblici stessi.
5. Ai membri della Consulta non spettano compensi, gettoni di presenza, rimborsi spese o altri emolumenti comunque denominati.

Art. 5  
(Elenco prezzi)

1. Per i contratti relativi al settore dei lavori pubblici, la Giunta regionale approva, con propria deliberazione, un elenco di prezzi unitari delle singole voci elementari di lavorazione e delle forniture, nonché della manodopera, dei noli, delle attrezzature e dei materiali da applicarsi ai lavori pubblici di interesse regionale. I principi e la metodologia di elaborazione dell'elenco prezzi e del suo periodico aggiornamento sono proposti dalla Consulta, ai sensi dell'articolo 4, comma 4, lettera d).
2. L'elenco prezzi di cui al comma 1 è aggiornato con cadenza annuale o infra-annuale, ove necessario a fronte di anomale variazioni dei prezzi o delle condizioni di mercato, su proposta della struttura regionale competente per materia, sentita la Consulta di cui all'articolo 4.
3. L'elenco prezzi di cui al comma 1 costituisce necessario parametro di riferimento nella fase di progettazione, nonché nell'eventualità di definizione o di concordamento di nuovi prezzi ed è utilizzato ai fini della quantificazione della spesa per la realizzazione delle opere pubbliche. I prezzi approvati attengono a cantieri con normale difficoltà di esecuzione. Resta nella facoltà del progettista la formulazione di prezzi aggiuntivi, previa apposita analisi prezzi, nei casi in cui il prezzario non contempli una lavorazione prevista in progetto.

4. L'elenco prezzi di cui al comma 1 è pubblicato nel Bollettino Ufficiale della Regione e nel sito istituzionale della Regione.

Art. 6  
(Disposizioni transitorie)

1. Le disposizioni di cui all'articolo 2 si applicano alle procedure i cui bandi o avvisi sono pubblicati o inviati a decorrere dalla data di entrata in vigore della presente legge.
2. Nelle more della sottoscrizione delle nuove convenzioni di cui all'articolo 2, comma 5, continuano ad applicarsi quelle in essere, da intendersi automaticamente aggiornate alle disposizioni di cui alla presente legge.
3. Nelle more dell'adozione della deliberazione di cui all'articolo 2, comma 7, continua ad applicarsi, ai fini di cui al comma 7, lettera c), del medesimo articolo, l'elenco degli operatori economici per la selezione dei soggetti da invitare alle procedure negoziate per l'affidamento di lavori costituito presso la SUA VdA, alla data di entrata in vigore della presente legge.
4. In fase di prima applicazione, la Consulta è istituita, con decreto del Presidente della Regione, entro sessanta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge. La Consulta e il Comitato di cui agli articoli 40bis e 40ter della legge regionale 20 giugno 1996, n. 12 (Legge regionale in materia di lavori pubblici), restano in carica sino alla istituzione della Consulta di cui al primo periodo.
5. Fino all'approvazione dell'elenco prezzi unitari ai sensi dell'articolo 5, continua a trovare applicazione l'elenco prezzi approvato e aggiornato ai sensi dell'articolo 42 della l.r. 12/1996 e dell'articolo 23, comma 16, del decreto legislativo 18 aprile 2016, n. 50 (Codice dei contratti pubblici).

Art. 7  
(Abrogazioni)

1. Sono abrogati:
  - a) gli articoli 40bis, 40ter, 41 e 42 della l.r. 12/1996;
  - b) gli articoli 34 e 35 della legge regionale 9 settembre 1999, n. 29;
  - c) gli articoli 36, 37, 38 e 39 della legge regionale 5 agosto 2005, n. 19;
  - d) i commi 2, 3, 4, 5 e 6 dell'articolo 12 e i commi 2, 2bis e 6 dell'articolo 13 della l.r. 13/2014;
  - e) l'articolo 36 della legge regionale 11 dicembre 2015, n. 19;
  - f) i commi 1 e 2 dell'articolo 10 della legge regionale 2 agosto 2016, n. 16;
  - g) l'articolo 3 della legge regionale 13 dicembre 2017, n. 20;
  - h) l'articolo 8 della legge regionale 22 dicembre 2017, n. 23;
  - i) l'articolo 16 della legge regionale 11 febbraio 2020, n. 3;
  - j) il comma 6 dell'articolo 20 della legge regionale 9 aprile 2021, n. 6.

Art. 8  
(Compartecipazione alle spese)

1. In considerazione dell'espletamento delle funzioni svolte dalla società INVA S.p.A. ai sensi dell'articolo 2, la Regione e gli enti locali e le loro forme associative partecipano alle spese di funzionamento di INVA S.p.A., nella sua qualità di centrale unica di committenza.
2. I rapporti finanziari tra INVA S.p.A. e la Regione e gli enti locali e le loro forme associative sono disciplinati dalle convenzioni di cui all'articolo 2, comma 5.
3. Per l'utilizzo della SUA VdA per le finalità di cui all'articolo 2, è richiesto agli enti locali e alle loro forme associative il pagamento di una quota annuale, il cui importo è stabilito dalla deliberazione della Giunta regionale di cui all'articolo 2, comma 5.
4. Gli enti pubblici dipendenti dalla Regione, le società da questa controllate direttamente o indirettamente, le associazioni, le fondazioni e i consorzi, comunque denominati, da essa costituiti, nonché l'Azienda USL Valle d'Aosta e le istituzioni scolastiche presenti nel territorio regionale, quando si avvalgono della società INVA S.p.A. e della SUA VdA per le finalità di cui all'articolo 2, comma 8, versano una quota annuale, il cui importo è stabilito dalla deliberazione della Giunta di cui al medesimo articolo 2, comma 8.
5. Le spese anticipate da INVA S.p.A. per la gestione delle singole procedure di gara, incluse le spese legali e giudiziarie, sono alla stessa rimborsate dall'ente convenzionato, secondo le modalità stabilite con deliberazione della Giunta regionale.

Art. 9  
(Disposizioni finanziarie)

1. L'onere complessivo derivante dall'applicazione della presente legge è determinato in euro 1.150.000 per l'anno 2024 e annui euro 1.273.000 a decorrere dal 2025.
2. L'onere di cui al comma 1 fa carico allo stato di previsione della spesa del bilancio di previsione della Regione per il triennio 2024/2026 nella Missione 01 (Servizi istituzionali, generali e di gestione), Programma 03 (Gestione economica, finanziaria, programmazione e provveditorato), Titolo 1 (Spese correnti).
3. Al finanziamento dell'onere di cui al comma 1 si provvede:
  - a) per euro 850.000 mediante l'utilizzo delle risorse iscritte nella Missione 01 (Servizi istituzionali, generali e di gestione), Programma 03 (Gestione economica, finanziaria, programmazione e provveditorato), Titolo 1 (Spese correnti);
  - b) per euro 300.000 mediante l'utilizzo delle risorse iscritte nella Missione 01 (Servizi istituzionali, generali e di gestione), Programma 06 (Ufficio tecnico), Titolo 1 (Spese correnti).
4. Alla compartecipazione alle spese di funzionamento da parte degli enti locali e delle loro forme associative si provvede mediante risorse derivanti da trasferimenti con vincolo di destinazione di cui al Titolo V della legge regionale 20 novembre 1995, n. 48 (Interventi regionali in materia di finanza locale), in deroga a quanto previsto dalla medesima legge.
5. A decorrere dal 2027 l'onere di cui al comma 1 trova copertura nello stato di previsione della spesa del bilancio di previsione della Regione e può essere rideterminato con legge di bilancio, ai sensi dell'articolo 38, comma 1, del decreto legislativo 23 giugno 2011, n. 118 (Disposizioni in materia di armonizzazione dei sistemi contabili e degli schemi di bilancio delle Regioni, degli enti locali e dei loro organismi, a norma degli articoli 1 e 2 della legge 5 maggio 2009, n. 42).
6. Le minori entrate conseguenti alle abrogazioni di cui all'articolo 7, comma 1, lettera d), pari a euro 37.000 a decorrere dal 2024, fanno carico allo stato di previsione dell'entrata del bilancio di previsione della Regione per il triennio 2024/2026 nel Titolo 3 (Entrate extratributarie), Tipologia 500 (Rimborsi e altre entrate correnti) e trovano compensazione nelle maggiori entrate derivanti dall'applicazione dell'articolo 8, iscritte nei medesimi Titolo e Tipologia.
7. Per l'applicazione della presente legge, la Giunta regionale è autorizzata ad apportare, con propria deliberazione, le occorrenti variazioni contabili.

Art. 10  
(Dichiarazione d'urgenza)

1. La presente legge è dichiarata urgente ai sensi dell'articolo 31, comma terzo, dello Statuto speciale per la Valle d'Aosta ed entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel Bollettino ufficiale della Regione.

È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione autonoma Valle d'Aosta/Vallée d'Aoste.

Aosta, 29 gennaio 2024

Il Presidente  
Renzo TESTOLIN

N.d.R.: Il testo francese della legge regionale 29 gennaio 2024, n. 2, sarà pubblicato successivamente.

**LAVORI PREPARATORI**

- Disegno di legge n. 131;
- di iniziativa della Giunta regionale (atto n. 1521 del 18/12/2023);
  - Presentato al Consiglio regionale in data 19/12/2023;
  - Assegnato alla Commissione Affari generali, per il parere di compatibilità del progetto di legge con i bilanci della Regione, in data 22/12/2023;
  - Acquisito il parere del Consiglio permanente degli enti locali in data 17/01/2024;
  - Acquisito il parere di compatibilità finanziaria della Com-

**TRAVAUX PREPARATOIRES**

- Projet de loi n. 131;
- à l'initiative du Gouvernement Régional (délibération n. 1521 du 18/12/2023);
  - présenté au Conseil régional en date du 19/12/2023;
  - soumis à la III<sup>e</sup> Commission permanente du Conseil en date du 22/12/2023;
  - soumis à la Commission des affaires générales aux fins de l'avis de compatibilité du projet de loi et des budgets de la Région, en date du 22/12/2023;
  - transmis au Conseil permanent des collectivités locales –

- 
- missione Affari generali espresso in data 22/01/2024;
  - Acquisito il parere della III<sup>a</sup> Commissione consiliare permanente espresso in data 22/01/2024, su nuovo testo e relazione del Consigliere CRETIER;
  - Approvato dal Consiglio regionale nella seduta del 25/01/2024 con deliberazione n. 3177/XVI;
  - L'articolo relativo all'urgenza è approvato con la maggioranza prescritta dal terzo comma dell'articolo 31 dello Statuto speciale per la Valle d'Aosta;
  - Trasmesso al Presidente della Regione in data 26/01/2024;
- 

- avis enregistré le 17/01/2024;
  - examiné par la Commission des Affaires générales qui a exprimé son avis de compatibilité avec les budgets de la Région en date du 22/01/2024;
  - examiné par la III<sup>e</sup> Commission permanente du Conseil qui a exprimé son avis en date du 22/01/2024, - nouveau texte de la Commission et rapport du Conseiller CRETIER;
  - approuvé par le Conseil régional lors de la séance du 25/01/2024 délibération n. 3177/XVI;
  - l'article concernant l'urgence est approuvé avec la majorité prévue par le troisième alinéa de l'article 31 du Statut spécial pour la Vallée d'Aoste;
  - transmis au Président de la Région en date du 26/01/2024;
-